



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-2-1/2023-2-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 1<sup>er</sup> février.

**Le pape François plaide pour des élections libres, transparentes et crédibles.** Il a lancé ce message lors de sa rencontre avec les autorités congolaises, la société civile et le corps diplomatique. Il a aussi salué les membres de la société civile, qui «jouent également un rôle essentiel dans la construction d'un avenir de paix et de fraternité». Il recommande aussi d'étendre davantage aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés, la participation aux processus de paix et de rechercher le bien commun et la sécurité des personnes plutôt que les intérêts personnels ou de groupes. **Lutter contre l'impunité.** « Si la justice n'est pas respectée, que sont les États, sinon des bandes de voleurs. Dieu est du côté de ceux qui ont faim et soif de justice. Il ne faut pas se laisser de promouvoir dans tous les domaines le droit et l'équité, en luttant contre l'impunité et la manipulation des lois et de l'information». Le Pape a également dénoncé le «fléau du travail des enfants», et la marginalisation des filles, rappelant combien « l'éducation est fondamentale ». Selon lui, il est urgent d'investir dans l'éducation afin de «préparer des sociétés qui seront fortes si elles sont bien instruites, autonomes si elles sont pleinement conscientes de leurs potentialités et capables de les développer avec responsabilité et persévérance ». Mais, a-t-il déploré, « beaucoup d'enfants ne vont pas à l'école : combien, au lieu de recevoir une éducation digne de ce nom, sont exploités ! Trop d'entre eux meurent, soumis à des travaux asservissants dans les mines. Aucun effort ne doit être ménagé pour dénoncer le fléau du travail des enfants et y mettre fin. Combien de filles sont marginalisées et violées dans leur dignité. Les enfants, les jeunes filles, les jeunes sont l'espérance : ne permettons pas que celle-ci soit effacée, cultivons-la avec passion! ». **Préserver le poumon du monde.** Le Saint-Père rappelle que la République démocratique du Congo abrite l'un des plus grands poumons verts du monde, qui doit être préservé. Comme pour la paix et pour le développement, ajoute-t-il, dans ce domaine également une collaboration large et fructueuse est importante, permettant d'intervenir efficacement, sans imposer des modèles extérieurs plus utiles à ceux qui aident qu'à ceux qui sont aidés. **Des réactions de satisfaction après le discours du pape François.** La majorité de la population congolaise a salué, mardi 31 janvier à Kinshasa, le premier discours du pape François, tenu en présence de nombreuses personnalités du pays. Avocat au barreau de Kinshasa/ Gombe, Claude Bafwafwa, s'est réjoui que le Souverain pontife ait plaidé pour que la RDC cesse de souffrir à cause de ses voisins. Dans son speech, indique-t-il, le Saint-père a bien fait d'interpeller les gouvernants : « Le pape a comparé la RDC au diamant. Quand le soleil tape sur le diamant, ça doit briller et ça brille pour tout le monde. Il a invité le gouvernement à être près des pauvres ». La présidente de l'ONG SOFEPADI, Julienne Lusenge, salue le fait que le pape qualifie clairement les tueries perpétrées dans l'Est de la RDC de "génocide oublié". Pour sa part, le ministre de l'Industrie, Julien Paluku, a demandé au pape François d'interpeller tous ceux qui sèment la mort et la désolation dans l'Est du pays et il est persuadé qu'à travers le Souverain pontife, la voix de la RDC sera entendue partout dans le monde. **Kinshasa : la population**

**réserve un accueil chaleureux au pape François.** Les croyants catholiques, ceux des autres confessions religieuses et autres curieux ont pris d'assaut des artères pour saluer ce Souverain pontife. Scandant des cris de joie et entonnant des chansons de joie, avec des habits frappés d'effigies du pape, leur engouement a créé une ambiance inhabituelle sur la trajectoire de la papamobile. « Je n'arrive même pas à parler parce que ma joie est tellement immense ». Une autre femme estime que la venue du Saint-Père apporte la prospérité au pays. **Le pape François appelle les chrétiens à la non-violence.** « Bien aimé, que ce jour-ci soit un temps de grâce pour accueillir et vivre le pardon de Jésus-Christ. Qu'il soit l'occasion pour toi qui portes un lourd fardeau dans ton cœur dont tu as besoin de te débarrasser pour commencer à respirer. Qu'il soit un moment propice pour toi qui t'affirme chrétien dans ce pays et tu commets des violences. A toi, le Seigneur dit : déposes tes armes et embrasses la miséricorde », a prêché le Souverain pontife. A cette occasion, il a demandé à la population de se confier à Jésus-Christ qui, selon lui, demande aux chrétiens de mettre leurs blessures dans les siennes. « Donnons au Christ la possibilité de guérir nos cœurs », a poursuivi le Saint-Père. Environ 2 millions de personnes ont pris part à cette messe papale, selon les statistiques des organisateurs. **Ambiance avant et pendant la messe.** Les forces de défense et sécurité ont érigé des barricades tout autour de site de Ndolo et fouillaient systématiquement toute personne avant son accès. Sur les artères qui entourent le site papal, les groupes de fidèles étaient perceptibles assis ou debout. Cette messe a offert une opportunité à certains Kinois de vendre leurs articles frappés d'effigies du pape. **Visite du pape François : le Cardinal Ambongo espère des élections transparentes et crédibles en RDC.** Le Cardinal Fridolin Ambongo qui s'est exprimé après l'homélie du Pape François, a affirmé « Votre visite intervient aussi durant une année électorale, qui est souvent source des tensions sociales et politiques dans notre pays. Avec le message que vous nous avez apportez, sur le thème « Tous réconciliés en Jésus-Christ » et confiant dans vos prières, nous espérons voir se tenir dans notre pays des élections libres, transparentes et apaisées ». **Les survivants des atrocités de l'Est de la RDC racontent au pape ce qu'ils ont vécu.** Il s'agit principalement des victimes venues de Butembo-Beni, Goma, Bunia, Bukavu et Uvira, dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le premier à prendre parole est un jeune garçon de 16 ans, Kambale, qui a vu son père et son grand-frère être assassinés dans le territoire de Beni, devant lui. Le corps de son père a été découpé. Sa mère disparue, n'a plus fait signe de vie. Il est resté seul avec ses deux petites sœurs. Un autre témoignage qui a ému le pape François est celui d'une jeune maman qui a été prise comme esclave sexuelle pendant 9 mois dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) et est tombée enceinte. Elle est actuellement mère des jumeaux. Le troisième témoignage a été fait par un survivant d'une attaque du camp de déplacés de Bule en Ituri, lu par l'abbé Guy-Robert Mandro Deholo. Dans cette délégation, plusieurs survivants ont levé leurs mains amputées, avant que le récit de l'abbé ne reprenne : <sup>2</sup>« L'attaque a eu lieu dans la nuit du 1er février 2022 par un groupe armé, lequel a fait 63 morts. J'ai vu la sauvagerie : des femmes éventrées, des hommes décapités. Nous vivons dans des camps de déplacés sans espérance de retourner chez nous, car les tueries, les destructions, les pillages, le viol, le déplacement des populations, les kidnappings, les tracasseries, bref, on dirait l'exécution d'un plan d'extermination, d'anéantissement physique, moral et spirituel se poursuit tous les jours ». « Saint-Père, nous avons besoin de Paix et rien d'autre que de Paix, ce don gratuit de Jésus-Christ. Nous voulons retourner dans nos villages, cultiver nos champs, rebâtir nos maisons, éduquer nos enfants, cohabiter avec nos voisins de toujours, loin des bruits des armes ! Nous voulons que le mal perpétré en Ituri s'arrête, qu'il soit puni et réparé!», a-t-il plaidé. Les survivantes de Bukavu et Uvira dans le Sud-Kivu, ont témoigné de l'esclavage sexuel dont elles ont été victimes. « J'avais alors 16 ans. J'ai été retenue comme esclave sexuelle et j'ai subi des maltraitements pendant trois mois », a relaté l'une d'elles. **Pape François aux victimes de l'Est : « Vos larmes sont mes larmes, votre souffrance est ma souffrance ».** Le Pape François a, après avoir écouté quatre récits des victimes d'exactions dans la guerre qui ravage l'Est de la RDC, réaffirmé sa proximité avec ces rescapés. Il l'a exprimé dans sa réponse aux témoignages poignants des victimes. « À vous, chers habitants de l'Est, je veux vous dire : je suis proche de vous. Vos larmes sont mes larmes, votre souffrance est ma souffrance. À chaque famille en deuil ou déplacée en raison des villages brûlés et d'autres crimes de guerre, aux survivants des violences sexuelles, à chaque enfant et adulte blessé, je dis : je suis avec vous, je veux vous apporter la caresse de Dieu. Alors que les violents vous traitent comme des objets, le Père qui est aux cieux voit votre dignité. Face à la violence inhumaine que vous avez vue de vos yeux et éprouvée dans votre chair, on reste sous le choc. Et il n'y a pas de mots ; il faut seulement pleurer, en restant en silence ». Il condamne les violences armées, les massacres, les viols, la destruction et l'occupation des villages, le pillage des champs et du bétail qui continuent d'être perpétrés en RDC, mais aussi l'exploitation, sanglante et illégale, de la richesse du pays, ainsi que les tentatives de partition dans le but de pouvoir le gérer. Il a, par la même occasion, interpellé toutes les personnes, les entités internes et externes qui tirent les ficelles de la guerre en RDC, en la pillant, en la flagellant et en la déstabilisant.

**Nord-Kivu : la société civile exige des sanctions de la communauté internationale contre le Rwanda.** « Les Congolais ne sont pas des sous-hommes qu'on doit définitivement tuer sans que personne ne s'en préoccupe. Au regard des crimes atroces que subissent les populations congolaises de la part du Rwanda dans la province du Nord-Kivu, la société civile Forces vives recommande à la communauté internationale dans son ensemble, de

condamner et sanctionner sévèrement le Rwanda pour agression avérée de la RDC. A défaut de le faire, nous mobiliserons la population congolaise à se défendre contre le Rwanda. Nous sommes fatigués ! Nous avons aussi droit à la vie, à la paix et à la sécurité », a déclaré son président. Il demande cependant au gouvernement congolais de prendre des mesures qui s'imposent pour ramener la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC.

**Ituri : 11 personnes tuées par les ADF en 2 jours**, dans les villages d'Idohu et de Masange des territoires d'Irumu et Mambasa (Ituri). La société civile locale, rapporte que les assaillants ont envahi le village vers 5 h du matin en tirant des coups de feu. Trois personnes, ont été atteintes par balles, alors qu'elles s'apprêtaient à se rendre dans leurs champs. La veille dans la soirée, ces rebelles ont attaqué le village de Manjobe dans la même région. Ils ont abattu quatre personnes. Ces miliciens sont également à l'origine d'importantes pertes matérielles avec l'incendie des maisons, poussant des habitants à fuir vers des entités voisines. Une autre attaque des ADF a eu lieu dans la nuit du 30 au 31 janvier au village de Masange sur l'axe Mambasa-Biakato. Bilan, quatre morts et de nombreux déplacés qui ont fui vers les villages de Some, Mayuano et Teturi, informent les sources de la société civile.

**Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc et M23 à Masisi et Rutshuru.** Ces combats se déroulent à Ndondo, à 2 km au nord de la cité et sur la colline de Rusinga, une position stratégique qu'occupent les rebelles. Pendant ce temps, sur l'axe Kitshanga-Mwesso, les Fardc et les forces d'autodéfense exercent une pression depuis trois jours sur les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, afin de les déloger de Kitshanga que ces derniers occupent depuis quatre jours. D'autres combats signalés à Bwito dans le territoire de Rutshuru. La société civile de la région plaide pour l'ouverture d'un couloir humanitaire pour permettre l'acheminement d'une assistance aux déplacés qui sont nombreux, bloqués dans la contrée.

**Tanganyika : des cas de choléra enregistrés à Moba.** Cinq cas de choléra et une quarantaine de cas suspects sont enregistrés dans le territoire Moba à la cinquième semaine de cette année. Tous ces cas proviennent d'un village Ntoto, qui est à 7 km de Kapakwe ». L'origine de cette maladie des mains sales n'est pas encore connue.

**Le stade des Martyrs pas repris sur la liste des stades homologués de la CAF.** Cette ancre n'est donc pas autorisée à accueillir les matches de 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN Cote d'Ivoire 2023. La CAF peut revoir sa décision à tout moment et homologuer le stade s'il remplit les normes requises.

**Bukavu : marche de la société civile contre la balkanisation de la RDC.** « La marche organisée par la société civile dans toute sa diversité vise à éveiller les consciences patriotiques et à dire non à la balkanisation de notre pays. A travers cette marche, nous démontrons à la face du monde que les Congolais, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, nous sommes très attachés à notre souveraineté et très attachés à l'intégrité de notre pays, et que pour rien au monde, nous ne sommes pas prêts à céder notre pays aux envahisseurs et aux agresseurs. Personne ne peut empêcher le peuple Congolais de se lever et de se liguer comme un seul homme, de répondre à l'appel du chef de l'Etat ». Félix Tshisekedi a en effet lancé un appel à une mobilisation générale tous azimuts contre l'agresseur.

**Université Simon Kimbangu : le recteur appelle les professeurs à respecter leurs charges horaires.** « Sur le plan académique, nous avons relevé certaines difficultés dans le cadre des enseignements qui doivent être dispensés par les professeurs au lieu que par les assistants et chefs des travaux les fassent. Quand il s'agit de leurs interventions, il faut que les professeurs donnent leurs quitus pour que l'enseignement ne puisse pas en pâtir ». Cette réunion a en outre planché sur la répartition et affectation des cours, le dépôt des contenus des cours et la structura du décanat de sciences de santé.

**Jeudi 2 février.**

**Masisi : « La reconquête de la zone stratégique de Kitshanga devrait être une priorité du gouvernement »,** selon la jeunesse intercommunautaire du territoire de Masisi en déplacement à Goma. Dans une déclaration faite aux médias, un groupe de 6 jeunes notables de Kitshanga estiment que cette zone, qui a toujours été ciblée par les rebellions pro-rwandaïses, dont le CNDP, revêt un caractère stratégique pour la déstabilisation de la province. Il a demandé au gouverneur militaire du Nord-Kivu de s'impliquer pour la reprise de Kitshanga : « Nous voulons aussi que le gouverneur militaire veille à ce que tous les militaires ayant des affinités avec les terroristes du M23 ne participent ni aux opérations, ni aux affrontements, voire la planification stratégique et tactique ». **Nord-Kivu : trafic coupé entre Goma-Butembo-Beni, après l'occupation de Kitshanga.** Cet axe routier est le seul qui servait de faciliter le trafic entre le chef-lieu du Nord Kivu et la ville de Butembo. Les usagers de ce tronçon se disent asphyxiés et plaident pour une solution urgente. Ils éprouvent des difficultés de travailler depuis que les rebelles ont pris le contrôle d'une partie du territoire de Rutshuru. Environ 29 chauffeurs sont bloqués depuis une

semaine entre Kitshanga et Masisi-centre. Ces chauffeurs demandent à la Monusco, à la force de l'EAC et aux Fardc de les aider à organiser des escortes pour sortir de ce calvaire. **Masisi : poursuite des combats entre Fardc et M23 dans la région de Kitshanga-Mwesso.** Ces combats se déroulent précisément aux villages Ndondo et Carton, situés respectivement à 2 et 5 km de Kitshanga. Depuis quatre, les rebelles du M23 cherchent à conquérir la localité de Mwesso, à 15 km au Nord de Kitshanga. Pendant ce temps, une jeune fille de 16 ans, qui a trouvé refuge autour de la base des casques bleus de la Monusco a été touchée ce jeudi par une balle perdue.

**Beni : la société civile de Bambula Kisiki alerte sur l'afflux d'hommes armés vers Mayimoya.** Ces hommes armés empruntent, depuis deux jours, la RN4, allant de l'Ouest vers l'Est du territoire de Beni. Elle dit craindre que ces hommes armés se soient dirigés vers les localités où se trouvent les champs de la population qui ravitaillent en vivres toute la région. L'armée fera tout pour protéger les cultivateurs de cette région et anéantir ces hors la loi.

**Enrôlement des électeurs : les droits de personnes vivant avec handicap bafoués.** Les personnes vivant avec handicap de Bandundu-ville (Kwilu) se sont plaints, mardi 31 janvier, de ne pas bénéficier de leurs droits dans les centres d'enrôlement des électeurs. « Les agents de la Ceni, surtout ceux du centre du Lycée Matondo, ne permettent pas aux personnes handicapées de s'enrôler facilement, certains exigent l'argent pour faire entrer un handicapé... Ils laissent un handicapé au centre d'inscription pendant plus de 6 h de temps même toute la journée, même les mamans du 3<sup>ème</sup> âge ». Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Kwilu, a indiqué que les agents de la Ceni qui violent les dispositions prévues par la loi électorale, seront sanctionnés. **Tanganyika : la population se plaint de la lenteur de l'opération d'enrôlement.** Les requérants ont déploré le fait que les machines tombent à tout moment en panne. Ce qui ralentit les opérations. Les opérations d'identification et d'enrôlement prendront fin le 23 février courant dans la province du Tanganyika, selon la Ceni.

**Lubumbashi : une vingtaine d'enfants ciblés à la 3e phase de la chirurgie cardiaque.** Menée par une équipe des médecins cardiologues au centre Diamant, cette campagne va durer deux semaines. Les patients viennent de Kinshasa, de Mbuji Mayi, du Lualaba, de Lubumbashi et du Zimbabwe. « Sur plus de 180 enfants sur la liste d'attente, ceux qui seront opérés sont ceux dont l'état de santé est préoccupant et nécessite une intervention urgente avant quatre mois », a indiqué, la DG de la Fondation centre médical diamant, Nurrine Tajdfin. Il est revenu sur le caractère onéreux de ce genre de chirurgie. Il a réitéré son vœu de voir les entreprises minières contribuer à ce genre de campagne pour donner à ces enfants malades la chance de vivre et de mener une vie normale.

**Le Pape François appelle les jeunes à bannir la corruption, l'égoïsme et le tribalisme.** Le Pape François a rencontré les jeunes et les catéchistes de la RDC ce 2 février au stade des Martyrs de la pentecôte à Kinshasa. Faisant une comparaison aux cinq doigts de la main, François a lancé un appel à la prière, à l'unité, à la communion fraternelle ainsi qu'à la lutte contre la corruption. « ... La communauté, c'est le deuxième ingrédient. Mes amis, ne laissez pas votre jeunesse être gâchée par la solitude et la fermeture. Pensez toujours à vous mettre ensemble avec les autres puis vous serez heureux, car la communauté est la voie pour vivre en harmonie avec soi-même, pour être fidèle à sa vocation. Ne vous laissez pas fasciner par de faux paradis l'égoïstes... à la tentation de désigner quelqu'un du doigt, exclure l'autre parce qu'il est d'origine différente de la vôtre, au régionalisme, au tribalisme qui semblent vous renforcer dans votre groupe mais qui sont au contraire la négation de la communauté ». Le chef de l'Eglise catholique a ensuite fustigé la corruption qui, selon lui, est un cancer qui semble ne pas s'arrêter. Le Pape a aussi appelé les jeunes congolais à ne jamais se décourager face aux difficultés de la vie mais aussi à prier pour lui. **Les prêtres et consacrés plaident pour la réconciliation et la restauration de la paix en RDC.** Ils s'engagent à protéger les valeurs de l'éducation, de la protection de l'environnement et de la famille. Ils s'engagent aussi à œuvrer pour la reconstruction d'un Congo nouveau, de justice et de paix. Ils saluent l'arrivée du pape sur la terre d'un peuple oublié de la scène internationale et plaident pour qu'il soit le porte-parole sur la scène internationale de l'intérêt du peuple congolais.

**Ituri : environ 131 personnes tuées dans les attaques des groupes armés en un mois.** « Ces massacres ont touché quatre territoires sur les cinq qui compose la province de l'Ituri à savoir : Djugu avec 80 civils tués, Irumu qui enregistre 27 personnes abattues, Mahagi avec 18 morts et Mambasa qui totalise 13 personnes massacrées », a renseigné le coordonnateur de la société civile de l'Ituri. Au regard de ce bilan, la société civile de l'Ituri qualifie d'alarmante la situation sécuritaire dans cette province. Dieudonné Lossa demande au chef de l'Etat de se pencher sur la question sécuritaire en Ituri, qui nécessite, un dispositif militaire important.

**Lubumbashi : des leaders Katangais formés sur la justice transitionnelle,** par le bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme(BCNUDH) en collaboration avec le ministère provincial de l'Intérieur et Droits

humains du Haut-Katanga. Ces personnes ont été outillées sur les mécanismes de la justice transitionnelle afin que les victimes des conflits et autres violences trouvent réparation. Pour la société civile forces vives de Pweto, ces mécanismes doivent être expliqués tant aux leaders locaux qu'aux victimes. Les participants à cette formation sur justice transitionnelle vont à leur tour aller au sein de leurs communautés respectives afin de les sensibiliser.

**Ituri : le bilan des attaques à Irumu et Mambasa passe de 11 à 17 morts.** Six autres corps des victimes de ces attaques ont été découverts le soir du 1er février à Idohu dans la chefferie de Walese Vonkutu. Plusieurs villages dont Idohu, Ofay et Manzobe sont vidés de leurs habitants, composés essentiellement des retournés de guerre. Ces personnes ont fui vers le centre de Komanda et Otmaber, où ils vivent dans des conditions précaires.

**Kinshasa : le MIEC encourage la jeunesse à se former selon ses ambitions.** Le président du Mouvement international des étudiants catholiques (MIEC) reconnaît cependant que la jeunesse fait face au manque de moyens techniques et financiers. A cet effet, il a appelé le gouvernement congolais à rémunérer correctement les parents et les enseignants afin d'assurer une bonne formation aux jeunes.

**Ituri : déploiement du matériel d'enrôlement des électeurs.** La Ceni a affirmé, avoir déjà déployé 85 % de matériels d'enrôlement des électeurs à Bunia, en prévision du début, le 16 février courant, de l'opération d'inscription des électeurs dans cette province. Plus de 230 formateurs électoraux territoriaux pour la ville de Bunia et le territoire de Djugu ont clôturé mercredi leur formation sur le processus électoral. Cette formation a porté notamment sur les procédures d'accréditations des témoins, des journalistes et des partis politiques ou sur l'utilisation des machines et la délivrance de cartes d'électeur.

**Mwene-Ditu : début des audiences foraines sur le cas des tortures sur une mineure accusée de sorcellerie.** Plus de 10 mineurs devraient être entendus lors de cette audience foraine qui s'est tenue dans l'enceinte de l'orphelinat Bena Dianyi. Cette mineure a été fouettée, après avoir été soupçonnée de sorcellerie. Cette image devenue virale sur les réseaux sociaux a poussé la ministre du Genre, Famille et Enfant d'activer les mécanismes de poursuite des auteurs de ces actes. Un autre dossier sur la même cause est en instruction au niveau du parquet près le tribunal de paix de Mwene-Ditu. Là, les religieuses de la congrégation des Sœurs Immaculées de Marie sont poursuivies pour avoir facilité le traitement inhumain infligé sur la présumée fille mineure sorcière.

**Bukavu : Jean Olive Mudekereza plaide pour la construction et rénovation de l'aéroport de Kavumu.** « Si aujourd'hui le gouvernement ne met pas de moyens pour construire la route RN2 Bukavu-Goma, si on ne construit pas l'aéroport de Kavumu et la route Ngoma jusque Fizi-Baraka-Kalemie, nous serons asphyxiés. Nous sommes en guerre, on ira où ? Si nos voisins, nos ennemis bloquent les gens, par exemple à Goma, il n'y a plus accès sur Rutshuru, et s'ils bloquent Sake, il n'y a pas d'aéroport pour quitter Goma, si nous on nous bloque avec les routes qui se détruisent jours et nuits, vers Uvira dans la plaine de la Ruzizi, nous serons asphyxiés, nous allons dépendre de qui ? La route RN2 Shabunda-Mwenga est foutue ». Il rappelle que les produits des champs des habitants de Walungu ne sont pas évacués à cause du mauvais état de route.

**Le PAM alerte sur l'insécurité alimentaire qui frappe des millions des Congolais,** en particulier dans le nord-est, où les combats ont déraciné des millions de personnes. Le Programme alimentaire mondiale a averti que la RDC connaît une grande crise de la faim en Afrique et que les agences humanitaires font face à des demandes croissantes et à une diminution des fonds. Pour les aider, l'agence onusienne a lancé un appel à la communauté internationale pour plus de 627 millions de dollars, afin de financer cette année une aide humanitaire vitale. En 2022, le PAM a apporté une aide alimentaire et nutritionnelle à 5,4 millions des personnes les plus vulnérables en RDC, en se concentrant sur les femmes et les enfants touchés par le conflit.

**Beni : 1048 cas de rougeole enregistrés dans la zone de santé d'Oicha depuis octobre 2022,** dont 12 décès. L'infirmier superviseur chargé des activités de prévention et de surveillance épidémiologique dans cette zone de santé, annonce pour lundi prochain, le début de vaccination pour empêcher l'explosion des cas.

**Vendredi 3 février.**

**Le pape François clôture son voyage apostolique ce vendredi en RDC après l'entretien avec les évêques congolais.** Il prendra ensuite l'avion pour Juba, la capitale du Soudan du Sud, voyage qu'il effectuera en compagnie de l'archevêque de Canterbury et du modérateur de l'assemblée générale de l'Église d'Écosse. Dans ses différentes interventions, il a répondu aux préoccupations des Congolais : plaider pour le retour de la paix en RDC. Il a annoncé les couleurs dès la première prise de parole, le même 31 janvier au Palais de la Nation. S'adressant aux acteurs politiques, corps diplomatiques et membres de la société civile, il a dénoncé "le génocide

oublié" dont sont victimes les populations de l'Est de la RDC depuis plusieurs années. Il a plaidé pour la convergence des forces afin de promouvoir la paix et la réconciliation en RDC. Il a appelé les Congolais à "lutter pour sauvegarder leur dignité, l'intégrité du pays contre les méprisables tentatives de fragmentation du pays". Aux multinationales le pape François a lancé : « retirez vos mains de la RDC, retirez vos mains de l'Afrique. C'est un drame devant lequel le monde économiquement plus avancé ferme souvent les yeux, les oreilles et la bouche. Mais ce pays et ce continent méritent d'être respectés et écoutés. Cessez d'étouffer l'Afrique : elle n'est pas une mine à exploiter ni une terre à dévaliser. Que l'Afrique soit protagoniste de son destin ». A la messe célébrée le 1er février à l'esplanade de l'aéroport de Ndolo, le souverain pontife a invité les chrétiens à déposer leurs armes et à embrasser la miséricorde de Dieu. Aux victimes de la guerre dans la partie orientale du pays, il a apporté son soutien. Il a condamné les violences armées, les massacres, les viols, la destruction et l'occupation des villages, le pillage des champs et du bétail qui continuent d'être perpétrés en République Démocratique du Congo. Et aussi l'exploitation, sanglante et illégale, de la richesse du pays, ainsi que les tentatives de partition dans le but de pouvoir le gérer. Aux jeunes, le chef de l'église catholique a lancé un appel à la prière, à l'unité, à la communion fraternelle ainsi qu'à la lutte contre la corruption. **Le Pape François invite les évêques à faire entendre « leur voix prophétique » sans mener des actions politiques.** Le souverain pontife s'est adressé aux évêques avant de quitter ce vendredi la RDC pour le Soudan du sud après un séjour de 4 jours à Kinshasa. « Nous sommes des pasteurs et des serviteurs du peuple, pas des hommes d'affaires ! En tant qu'Église, nous avons besoin de respirer l'air pur de l'Évangile, chasser l'air pollué de la mondanité, garder le cœur juvénile de la foi. C'est ainsi que j'imagine l'Église africaine et c'est ainsi que je vois cette Église congolaise ». Et François de citer les paroles de Dieu à Jérémie: «Voici, je mets dans ta bouche mes paroles! Vois: aujourd'hui, je te donne autorité sur les nations et les royaumes, pour arracher et renverser, pour détruire et démolir, pour bâtir et planter» (Jr 1, 9-10). «Il faut donc arracher les plantes vénéneuses de la haine et de l'égoïsme, de la rancœur et de la violence; renverser les autels consacrés à l'argent et à la corruption; bâtir une coexistence basée sur la justice, la vérité et la paix; et, enfin, planter les graines de la renaissance pour que le Congo de demain soit vraiment ce dont le Seigneur rêve: une terre bénie et heureuse, plus jamais violentée, opprimée ni ensanglantée», a développé fermement le Successeur de Pierre. Il a mis en garde toutefois contre certaines «actions politiques». La prophétie chrétienne s'incarne, en effet, dans de multiples actions politiques et sociales, mais telle n'est pas la tâche des évêques et des pasteurs en général, a rappelé le Pape. **La jeunesse congolaise demande au Pape François de s'impliquer pour la paix et contre le chômage des jeunes.** « Nous jeunes, nous manquons de paix. Comme vous le savez, c'est depuis des décennies que l'Est de la RDC est en guerre, avec des conséquences néfastes sur notre formation et notre éducation à la vie et à la foi. Plusieurs personnes sont victimes de la haine et de la division tribale. Très cher Saint père, nous voulons bâtir un monde meilleur. La crise sociale, politique et sociale nous déstabilise. Nous voulons travailler mais, le chômage nous guette. Insistez auprès des dirigeants du monde, auprès des dirigeants congolais, qu'ils s'occupent réellement des jeunes. Nous voulons bâtir notre église et notre société congolaise dans la justice et dans la réconciliation ».

**Goma : la société civile du Nord-Kivu et du Sud-Kivu demande à l'EAC de lancer la traque des rebelles du M23.** « Nous disons au président de l'East African Community à bien vouloir, urgemment, convoquer les Chefs d'Etat de l'Afrique de l'Est pour prendre cette décision de donner l'ordre à leur force de traquer le M23 (...). Nous ne serons plus capables de tolérer une force militaire touristique dans notre pays. Nous demandons au président de l'EAC de le faire urgemment et de donner ordre à cette force de pouvoir traquer le M23 et redonner la paix à nos populations qui doivent rentrer chez eux ». Les deux coordinations de la société civile de la région du Kivu ont notamment exprimé leur ras-le-bol devant la souffrance imposée à la population par l'avancée des rebelles du M23 et cela, en violation des décisions du mini-sommet du 23 novembre 2022 à Luanda. **L'EAC demande à la RDC de clarifier l'expulsion des officiers rwandais de la Force régionale.** Le secrétariat général rappelle que, le 8 septembre 2022, la RDC a conclu un accord sur le statut des forces (SOFA) avec la Communauté de l'Afrique de l'Est concernant le déploiement de la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est dans l'Est de la RDC. En vertu de l'article 2 du SOFA, la RDC et l'EAC ont convenu que l'EACRF et son personnel bénéficieraient des privilèges et immunités spécifiés dans l'accord et le protocole de l'EAC sur la coopération en matière de défense, poursuit ce communiqué. Compte tenu de ce qui précède, le secrétariat souhaite "demander des éclaircissements supplémentaires et urgents" au Président de l'EAC, sur la décision d'expulser les officiers rwandais, selon le même communiqué.

**Kwilu : au moins 20 motos volées par des Kuluna à Bandundu en janvier.** Au moins 14 ont été récupérées par les services de sécurité et restituées à leurs propriétaires. D'après le porte-parole de la Police nationale congolaise les motards et leurs motos constituent actuellement la cible principale de ces inciviques. Ces derniers revendent ces motos volées. Le chef de la police appelle la population à collaborer avec la police afin de dénoncer ces voleurs.

**Uvira : le général André Ehonza appelle l'armée et la force régionale-task force à traquer les groupes armés dans les hauts plateaux.** Pour lui, il faut absolument mettre fin à l'activisme des groupes armés puisque « la souffrance des populations civiles de la région devient de plus en plus aiguë sur le plan humanitaire ». Il a interdit aux militaires d'utiliser le mot « rwandais », une connotation qui renvoie aux étrangers, pour faire référence aux « banyamulenge » qui, selon lui, sont des congolais. Il insiste sur la cohésion sociale entre civils et militaires, pour faire face au défi de la guerre asymétrique où l'ennemi se cache au sein de la population civile locale.

**Maniema : 10 hippopotames abattus depuis février 2022 par les Maï-Maï Malaika (société civile).** « Cette situation est due à la barbarie faunique sans pareil orchestrée par les miliciens Maï-Maï Malaika qui opèrent en toute quiétude ces salles besognes. Depuis le mois de février de l'année passée, dix hippopotames ont été abattus et leurs viandes vendues aux différents marchés des territoires de Kasongo et Kabambare », s'est indigné le coordonnateur provincial de la société civile environnementale et agro-rurale du Congo/Maniema. Cette organisation non étatique est aussi préoccupée par la divagation de ces animaux protégés. Il sollicite l'implication des autorités pour mettre fin à cette menace qui pèse sur les hippopotames.

**Les victimes des atrocités en Ituri espèrent le retour de la paix à l'issue de leur rencontre avec le pape.** Le coordonnateur de la commission justice et Paix de l'Ituri, l'abbé Chrizante Djabu qui a parlé au nom des personnes mutilées a évoqué notamment le cas de l'abbé Guy Robert qui avait reçu des coups de machette notamment à la tête et aux mains lors de l'attaque à sa paroisse à Fataki. « Je voudrais que tout le monde soit sensibilisé à la paix. Je ne voudrais pas non plus susciter l'esprit de vengeance. En Ituri, il y a violence. Il y a des mutilations des personnes et j'aimerais que vous sentiez l'ampleur de ce qui se passe là-bas par le témoin que je suis ». Pour un notable de l'Ituri, le gouvernement devra tout mettre en œuvre en vue de restaurer son autorité sur toute l'étendue de la province. Le président de la communauté iturienne de Kinshasa, estime à près de vingt mille, les personnes qui ont perdues leurs vies depuis 2017, « plus de 2 millions de déplacés disséminés dans plus de 60 camps, plus de 500.000 réfugiés dans les pays voisins, une terrible catastrophe humanitaire dont les victimes peinent à être prises en charge ».

**RDC : la CNDH a des nouveaux animateurs.** Neuf nouveaux membres de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) ont été investis par ordonnance présidentielle depuis le 31 janvier. Ils remplacent ainsi l'ancienne équipe qui avait largement dépassé son mandat. La CNDH est une institution d'appui à la démocratie. Elle est un organisme technique et consultatif chargé de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Elle veille au respect des droits de l'homme et des mécanismes de garantie des libertés fondamentales.

**Masisi : calme précaire sur les lignes de front entre Fardc et M23,** dans le groupement Bashali Kaembe, territoire de Masisi. Cela 24 h après d'intenses combats entre ces belligérants autour de Kirokirwe. Le M23 a pris le contrôle des villages Kirokirwe, Nyamitaba, Rushebeshe à l'issue de ces combats. La prise de Kirokirwe accroît un peu plus de menace sur la cité de Sake, située à une trentaine de km de Goma.

**Nord-Kivu : découverte de 11 engins non explosés à Rugari et Buramba.** Huit engins de mort seraient abandonnés par le M 23 lors de l'occupation de Rugari. Trois autres engins explosifs ont été découverts le même jeudi à Buramba, au groupement Binza, dans territoire de Rutshuru. Un des notables de la contrée, appelle à une action de déminage, car ces bombes représentent un danger pour la population locale.

**Uvira : un civil tué et 88 vaches emportées dans une attaque des Maï-Maï Twirwaneho.** L'incursion s'est passée dans ce pâturage du bétail de Mbundamo où trois femmes, membres d'une communauté locale ont été libérées par les Fardc du 3301e régiment basées dans la zone.

**Kinshasa : l'aumônerie nationale des jeunes catholiques invite la jeunesse congolaise à rejeter les antivaleurs.** Cet appel intervient après la rencontre, jeudi 2 février à Kinshasa, entre le Pape François et les jeunes catholiques. Le message du souverain pontife à la jeunesse congolaise a été axé entre autres sur la prière, la communion et la lutte contre la corruption.

**Sud-Kivu : la société civile plaide pour la protection des zones humides.** « La zone humide, c'est tout espace inondé d'eau de manière permanente ou temporaire, et ça peut être artificiel, c'est-à-dire une zone humide créée, un étang piscicole, une zone irriguée, un puit d'eau, ainsi de suite. Pourquoi cette journée ? C'est parce que la convention de Ramsar qui incarne cette journée internationale des zones humides a été mise en place dans le cadre de revitaliser le rôle que jouent les écosystèmes humides dans le monde ». Sans les zones humides, il n'y a pas de vie, ni d'eau potable. La journée mondiale des zones humides, célébrée le 2 février, est placée sous le thème : « Il est urgent de restaurer les zones humides ! »

**Masisi : situation difficile des milliers de déplacés internes.** Ces personnes ont fui l'avancée du M23 qui s'affronte aux Fardc sur l'axe Sake-Kitshanga. Sake située à environ 30 km de Goma, a accueilli, depuis jeudi, plusieurs déplacés en provenance de la partie Sud du territoire. Ces dernières ont trouvé refuge dans des écoles et églises de la place tandis que d'autres sont dans de familles d'accueil. Sake redoute une famine à Sake et Goma, qui s'approvisionnent des produits vivriers à partir des agglomérations vidées de leurs populations.

**EAC : Félix Tshisekedi annoncé au Sommet de Bujumbura.** « Le président Félix Tshisekedi va prendre part au sommet de Bujumbura avec ses homologues de l'EAC pour bien évidemment parler de la dégradation de la situation sécuritaire dans la partie Est du pays et des tensions qui persistent entre Kinshasa et Kigali ». Il s'agit d'une réunion d'évaluation après le constat du refus du M23 de se retirer des zones occupées et de déposer les armes comme stipule le sommet de Luanda.

**Enrôlement des électeurs : mise en place des numéros verts pour dénoncer des anti-valeurs.** La centrale électorale demande ainsi à tout requérant à dénoncer des cas de monnayage, de corruption et de désordres dans ses centres d'inscription. La Ceni a rappelé à l'opinion que l'accès aux centres d'enrôlement des électeurs est gratuit.

**Samedi 4 février.**

**Rutshuru : retour progressif des déplacés dans leurs milieux.** Ce retour est observé pour la majorité, dans les groupements Binza, Bukoma, Rutshuru-centre, dans la cité de Kiwanja et dans les agglomérations de Rubare, Bunagana et Rumangabo. Il concerne pour la plupart ceux qui ont fui vers Kanyabayonga, Kibirizi, Vitshumbi et dans le territoire de Lubero. Ces retournés disent être découragés, sans espoir du côté du gouvernement, pour rétablir la paix dans leurs milieux d'origine, vu l'espace que continuent à occuper le M23. **Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne la récente série d'attaques du M23 et ses avancées au Nord-Kivu,** qui détériorent la sécurité et la stabilité dans la région et exacerbent encore la situation humanitaire actuelle. Dans un communiqué de presse, les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur demande de cessation immédiate des hostilités et de toute nouvelle avancée du M23 et de son retrait de toutes les zones occupées, comme convenu dans le cadre du processus de Luanda approuvé par l'Union africaine. Le conseil de sécurité a fermement condamné tout soutien extérieur aux acteurs armés non étatiques, y compris au M23, et ont demandé qu'il soit mis fin immédiatement à ce soutien. Les membres du conseil sont restés profondément préoccupés par l'intensification de la violence intercommunautaire alimentée par les discours de haine, la désinformation et les fausses informations. Ils ont réitéré leur soutien aux efforts régionaux déployés par les chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda dirigés par cette organisation sous régionale pour rétablir la confiance, résoudre les différends par le dialogue et continuer à utiliser les organisations et mécanismes sous-régionaux existants. Ils ont encouragé l'envoyé spécial du Secrétaire général, Huang Xia, à poursuivre ses engagements auprès des dirigeants de la région afin de soutenir les initiatives de paix en cours. Par ailleurs, le Conseil de sécurité a aussi fermement condamné les récentes attaques des ADF et du Codeco contre des civils en Ituri et au Nord-Kivu. Il a exigé de tous les groupes armés qu'ils se dissolvent immédiatement et définitivement, qu'ils déposent les armes, qu'ils rejettent la violence et qu'ils libèrent les enfants de leurs rangs. **Rutshuru : le M23 accusé des actes des pillages des récoltes à Shinda.** Des tirs ont été également entendus dans cette même contrée. La situation reste imprévisible sur les lignes des fronts dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi.

**Guerre à l'Est : Bruxelles veut aider à baisser la tension entre Kinshasa et Kigali.** Le Chef de l'Etat a reçu en audience, une délégation belge conduite par la ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique, accompagnée de l'ambassadeur de ce pays en RDC et d'autres diplomates. Les échanges ont porté sur la coopération bilatérale, les relations diplomatiques et la situation sécuritaire à l'Est de la RDC, notamment la guerre menée par le M23, soutenu par le Rwanda. La Belgique qui a été l'un des premiers pays européens à condamner le soutien du Rwanda au M23, veut participer aux efforts pour faire baisser la tension entre Kinshasa et Kigali.

**Lubumbashi : des malentendants exigent de la Ceni un bureau d'enrôlement spécifiquement dédié à eux.** D'après eux, ils ne sont pas bien accueillis dans les centres où ils vont pour se faire enrôler. Leur souhait, c'est d'être tous reçus dans un seul bureau au siège de la Ceni pour qu'ils accomplissent ce devoir civique. Cette descente au bureau de la Ceni est la deuxième en l'espace de deux jours. Jeudi, ces personnes malentendantes y étaient encore plus nombreuses avec les mêmes revendications. Pour la centrale électorale, il n'est absolument pas question d'ouvrir un bureau réservé uniquement aux malentendants à son siège. « Chacun doit rentrer dans sa commune pour se faire enrôler car c'est là qu'il devra voter le moment venu ».

**Le SECOPE se transforme en DINACOPE.** Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), a signé un arrêté, le 2 février, portant transformation du Service de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) en Direction nationale de contrôle, de la préparation de la paie et de la maîtrise des effectifs des enseignants et du personnel administratif des établissements scolaires (DINACOPE). La nouvelle dénomination éclaire sur la mission de cette structure du ministère de l'EPST qui ne se charge pas de la paie mais plutôt de la préparation de la paie, affirme ce ministère.

**Bujumbura : début des travaux du 20<sup>ème</sup> sommet extraordinaire de Chefs d'Etats de l'EAC,** ce samedi 4 février au palais présidentiel Ntare Rushatsi de Bujumbura. Six Chefs d'Etats membres prennent part à ces travaux dirigés par le président en exercice de l'EAC, Evariste Ndayishimiye : Félix Antoine Tshisekedi de la RDC, Paul Kagame du Rwanda, William Ruto du Kenya, Museveni Kaguta de l'Ouganda et Samia Suluhu Hassan de la Tanzanie. Le président du Soudan du Sud est représenté par son ministre chargé des affaires de la communauté Jumuhia East Afrika. L'évaluation du processus de Luanda, l'escalade des tensions entre le Rwanda et la RDC, et l'expulsion récente par la RDC des officiers rwandais de la Force régionale de l'EAC devraient être au centre de ce sommet extraordinaire. Si certains habitants de Goma estiment « qu'il faut être là où les autres pays parlent de nous », d'autres par contre, pensent que « c'est un sommet de trop sans résultats escomptés ». Ils voudraient que le Chef de l'Etat de la RDC boycotte ce sommet pour « éviter le fiasco comme celui de Luanda et de Nairobi ».

**La Monusco déploie plusieurs tonnes de matériel électoral en Ituri et au Nord-Kivu.** En Ituri, c'est environ cinq tonnes des matériels électoraux que la Monusco a déjà acheminées depuis vendredi 3 février à Mambasa par ses hélicoptères. Ces matériels sont composés de panneaux solaires, des batteries, de kits d'enrôlement et des cartes d'électeurs. Le secrétaire exécutif de la Ceni en Ituri, indique que le déploiement de ces équipements va se poursuivre à Mambasa et dans d'autres entités de l'Ituri grâce à l'appui de la Monusco. Cet appui de la Monusco fait suite à la demande de la Ceni par rapport aux difficultés de routes et à l'insécurité dans certaines entités. Le gouvernement provincial apporte également son appui en sécurisant le matériel électoral et les zones où vont se dérouler cette opération d'enrôlement, a signifié le porte-parole du gouvernement. D'autres matériels seront déployés par route avec des véhicules de la Monusco et une escorte militaire des casques bleus.

**Environ 34 812 décès recensés à la suite des cancers en 2022,** sur 48 839 nouveaux cas. Le ministre de la Santé, a indiqué que son ministère a créé un Centre national de lutte contre le cancer (CNLC) pour assurer une meilleure survie de patients cancéreux. Il a également exprimé la volonté de son gouvernement d'accorder aux patients l'égalité de chances d'accès aux soins de qualité, en réduisant les barrières financières à travers la mise en œuvre de la couverture Santé universelle. Cette journée mondiale du cancer a été placée sous le thème : « Pour des soins plus justes », avec comme sous-thème : « Comblent le fossé des soins ».

**Beni : plus de 2000 enfants risquent de rater la vaccination contre la rougeole à Banande-Kainama.** A la base, la difficulté d'acheminer les vaccins contre cette pathologie dans cette contrée en proie à l'insécurité. Pour la société civile de Banande-Kainama, les autorités politico-administratives et sanitaires doivent fournir des efforts avec la Monusco pour acheminer les vaccins dans cette contrée. Elle propose à la mission onusienne d'affecter son hélicoptère pour faire parvenir ces médicaments en faveur des enfants du groupement Banande-Kainama.

**Les jeunes appelés à vulgariser le message du pape François.** Le Mouvement des jeunes laïcs interconfessionnels pour le changement a appelé, vendredi 3 février, les jeunes à vulgariser le message du pape François sur la prière et la lutte contre les antivaleurs. « Le Saint-Père est venu nous donner un message de paix. Je profite pour demander à tous les jeunes catholiques ou non de vulgariser ce message et de le vivre. A tous ceux qui sont venus des provinces de faire la restitution pour que nous puissions bénéficier de cette bénédiction de la part du seigneur », a déclaré le président de cette structure. Il s'est réjoui également que le Souverain pontife ait demandé aux jeunes de combattre la corruption dans leurs milieux respectifs. Il s'est dit satisfait de la mobilisation faite en faveur du pape et de la collaboration entre l'église catholique et le gouvernement pour la réussite de cette visite papale.

**Dimanche 5 février.**

**Enrôlement des électeurs : l'opération se déroule normalement à Prétoria.** L'unique centre d'enrôlement des Congolais vivant en Afrique du Sud est installé à l'ambassade de la RDC, située sur l'avenue Francis Baard au centre-ville de Pretoria. A Pretoria, de nombreux requérants ont affirmé être venus de différentes villes, notamment Johannesburg, Cap Town et Durban pour chercher leurs cartes d'électeur. Ce centre d'enrôlement

compte 4 machines dont deux opérationnelles et deux autres de réserve. Selon le conseiller principal du rapporteur de la Ceni, cette opération se déroule normalement.

**XXe sommet de l'EAC : les Chefs d'Etat exigent la cessation immédiate des hostilités en RDC et la poursuite du déploiement des troupes.** Tous les protagonistes engagés au front sont priés de se retirer. Et les chefs d'état-major des armées des pays membres sont convoqués dans une semaine. Ces chefs militaires fixeront le time line du retrait des groupes armés rebelles et informeront les Chefs d'Etat sur les modalités du déploiement des forces de l'EAC dans l'Est de la RDC. Tout ce processus sera accompagné par le dialogue de tous les groupes armés. Le président en exercice de l'EAC dénoncera la violation de ces directives et des mesures seront prises ensemble avec tous les Chefs d'Etats. Les présidents présents aux travaux de Bujumbura ont recommandé au Soudan du sud, à l'Ouganda et au Burundi de poursuivre la contribution de leurs troupes à l'Est de la RDC et demandent aux FARDC de faciliter ce déploiement sur le terrain. Ce 20e sommet extraordinaire de Bujumbura a permis au président la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi et à celui du Rwanda Paul Kagame, d'échanger pendant plus de trois heures, en présence des présidents Evariste Ndahishimiye et William Ruto.

**Nord-Kivu : des milliers de personnes prises dans l'étau des violences armées dans les localités de Kitshanga et Kishishe,** et leurs environs, les obligeant à fuir leurs domiciles. « Des milliers de personnes, témoins impuissants des violences, continuent de payer un lourd tribut. Les récentes violences nous rappellent, une fois de plus, l'importance de protéger les civils et les infrastructures civiles, conformément au droit international humanitaire. J'appelle donc toutes les parties au conflit à épargner à la population concernée les souffrances causées par les violences, et leur demande de respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire en permettant à la population de se déplacer en toute sécurité et sans restriction jusqu'à ce que le calme revienne à Kitshanga ».

**Kongo-Central : regain de l'insécurité dans la cité de Muanda, malgré la proximité de deux bases militaires.** Selon le président de l'ASBL les Amis de Muanda « il ne se passe pas une nuit sans déplorer des cas de criminalité dans la cité de Muanda et ses environs ». Il interpelle les autorités pour qu'une solution soit trouvée « elles doivent vraiment chercher à nous sécuriser, parce que ça ne va pas. Maintenant on se demande à qui le prochain tour. En un moment donné on pensait que ce sont des cambistes qu'on cible, maintenant ils entrent partout ».

**Kinshasa : les magistrats réhabilités demandent l'implication du ministre du Budget pour le paiement de leur salaire.** Dans un extrait de leur déclaration lue par le juge de paix Rutaha wa Rutaha, membre effectif du syndicat des magistrats pour la justice (SMJ), ces magistrats « constatent le blocage de paiement de leur salaire, en dépit des efforts consentis par les autorités du Conseil supérieur de la magistrature ».

**Kinshasa : la Nouvelle société civile sensibilise sur l'importance de la carte d'électeur.** Le président de la Nouvelle société civile a organisé « une matinée citoyenne et électorale » ce 4 février au Centre Bondeko de Kinshasa. Il espère qu'aux élections du 20 décembre, le pays aura « des élus de bonne qualité ». Et pour avoir des élus de qualité, on a besoin des électeurs de bonne qualité. « Il faut donc travailler sur le corps électoral, lui donner de bonnes informations et lui dire à quel moment il doit décider de faire un bond qui doit aller dans l'intérêt de la population ».

**Nord-Kivu : situation humanitaire et socio-économique catastrophique dans les espaces occupés par le M23.** La Radio communautaire pour la Paix de Bashali, émettait à partir de la cité de Kitshanga, a été pillée systématiquement par le M23. Selon son directeur, les rebelles ont tout emporté : 8 batteries, 10 panneaux solaires, 1 convertisseur, 1 générateur, 3 ordinateurs, deux imprimantes et une dizaine de chaises. Cette radio couvrait toute la chefferie des Bashali dans le Masisi, une partie du territoire de Rutshuru. C'était une dotation du PNUD.

**Beni : un engin explosif improvisé découvert à Mbau.** Cet engin a été enfoui dans le sol de l'enceinte d'une école de la place. Le capitaine. Des experts du service anti-mines de la Monusco, des Fardc et de la police nationale congolaise arrivés sur le lieu ont réussi à évacuer l'engin en toute sécurité avant de le détruire. **Beni : la population appelée à faciliter la tâche aux équipes de la lutte anti-mines de la Monusco.** « Nos équipes se déploient dans des situations extrêmement difficiles et urgentes. Facilitez-leur le passage. C'est pour sauver des vies. La dernière fois elles étaient parties à Ma campagne, au retour il y a des gens qui les ont caillassés. Ce sont des gens qui prennent beaucoup de risques pour sauver d'autres vies. Quand vous les voyez, s'il vous plaît facilitez leur le passage, c'est pour sauver la vie de nos frères et sœurs ».

**Ituri : une bombe artisanale détruite au marché central de Bunia.** Panique observée le 3 février au marché central de Bunia, à la suite des rumeurs d'un engin explosif qui se trouverait dans un sac à main abandonné par

un inconnu sur un étalage. De nombreux marchands ont fui en abandonnant leurs biens. Alertés, les services de sécurité sont descendus sur le lieu pour sécuriser la zone en attendant qu'une équipe d'experts puisse identifier le contenu du sac. Après analyse, c'était un engin explosif artisanal de fabrication locale, qui a été détruit samedi par le service de déminage de la Monusco.

**Kwamouth : plus de 1000 assaillants armés se rendent à la commission de pacification** que conduit le roi Mini Kongo Fabrice Kavabioko, grand chef coutumier Suku. Cette commission effectuée depuis quelques mois, la mission de paix dans ce territoire avec une délégation des chefs coutumiers Teke et Yaka, deux communautés en conflit depuis juin 2022. Selon lui, la sécurité est restaurée à plus de 75 % dans plusieurs villages de cette contrée. « J'ai été en forêt pour sortir nos enfants regroupés au sein du groupe appelé Mobondo qui s'étaient enfuis dans la forêt pour commettre ces violences. J'ai déjà sorti plusieurs assaillants de la forêt, ils ont remis des armes. J'ai eu le temps de les convaincre, leur montrer que c'est inutile de se battre ».

**SCTP : le syndicat dénonce la léthargie dans l'application des mesures de relance de l'établissement.** « Lors de la 82e et 83e réunion du conseil des ministres, le chef de l'Etat avait donné des instructions, notamment la reprise du trafic ferroviaire Kinshasa-Matadi, mais aussi la relance de la société. Il avait donné des instructions aux deux membres du gouvernement, le ministre des Transports et le ministre des Finances. Cote ministre des Transports, il y a des avancées significatives, mais il y a blocage, léthargie au niveau du ministre des Finances et ça nous inquiète », a déclaré le président de l'intersyndicale de la Société congolaise de transports et ports (SCTP)

Il a léthargie dans le déblocage de la créance de 207 millions USD, malgré les instructions du chef de l'Etat.

**Felix Tshisekedi au commandant de la force de l'EAC : « Ne favorisez pas le M23 ».** « Ce serait dommage que la population s'en prenne à vous. Vous êtes venus pour nous aider et non pour avoir des problèmes. Soyez attentifs à cela, communiquez avec la population ». Depuis des semaines, les marches sont organisées dans les principales villes du Nord et Sud-Kivu pour exiger le départ des forces de l'EAC, jugée inutile. Elle devrait entrer en action pour contraindre le M23 à se retirer des positions qu'il occupe. Cette force n'a déclenché aucune action, dénonce la population.

**RDC : 26,4 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire (OCHA).** La persistance des conflits armés et intercommunautaires a entraîné un bilan humain lourd dans le pays. Sur plus de 5,7 millions de personnes déplacées en RDC, plus de 80 % sont dus à des attaques et affrontements armés, 97 % ont eu lieu dans l'Est du pays et au moins 2 millions de personnes ont fui leurs maisons depuis janvier 2022, conclu la même source.

**Face au M23, le parti politique FPCN appelle la jeunesse à la cohésion nationale.** L'initiateur du parti politique Front pour un Congo nouveau (FPCN) a aussi demandé à cette même jeunesse de « s'enrôler massivement et d'entretenir des rapports non conflictuels avec leurs collègues jeunes des fédérations des partis de l'Union sacrée à laquelle appartient le FPCN ».

**Kongo-Central : plus de 2000 sinistrés enregistrés après une pluie à Lukula,** passent nuit, depuis le 2 février, à la belle étoile. Selon le coordonnateur de la société civile de Lukula, cette catastrophe naturelle n'a pas fait de perte en vie humaine mais elle a détruit près de 253 maisons. Il a invité les autorités et personnes de bonne volonté à assister ces sinistrés qui, selon lui, sont exposés aux insectes nocturnes et à toutes les intempéries.

**Environ 60 000 tonnes d'huile produites à la société PHC en 2022.** « En 2021, la Société Plantations et Huileries du Congo a atteint 50 000 tonnes d'huile produite ». « Cette réalisation de ne serait pas possible sans la contribution de chacun de nous mais également le soutien des communautés et des parties prenantes. Ainsi que la transformation opérée au cours de l'année 2022, nous ne pouvons qu'exprimer notre fierté envers le personnel de l'entreprise ainsi que ses partenaires ». Créée depuis 1911, cette société est la plus grande productrice industrielle d'huile de palme en RDC. Elle a connu trois appellations dans son parcours : Huileries du Congo Belge (HCB) à sa création, puis Plantations Lever au Zaïre (PLZ) après l'indépendance et Plantation et Huileries du Congo (PHC) depuis 1997. La société Plantations et Huileries du Congo dispose actuellement de trois sites d'exploitation à Lokutu (Tshopo), à Yalingimba (Mongala) et à Boteka (Equateur).

**Kwilu : 2 morts dans des accrochages entre des jeunes à Idiofa,** Selon le coordonnateur de la Nouvelle Société civile, la première victime est succombée lors d'une bagarre au cours du match entre des jeunes de ces deux villages. Après le décès d'un garçon de Banga Banga qui habite Ningankom, les jeunes gens sont allés prendre le cadavre pour aller le déposer à Banga Banga. Alors les jeunes de Banga Banga ont agressé ceux de Ningankom et ont tué à coups de bâtons, l'un d'eux, élève en 3<sup>e</sup> année des humanités pédagogiques.

**Nord-Kivu : un mort dans l'attaque armée d'un aéronef de la Monusco.** Une personne est morte et une autre grièvement blessée, dimanche 5 février, après qu'un hélicoptère de la Monusco a essuyé des tirs pendant qu'il décollait de Beni. Cet appareil est parvenu tout de même à atterrir à Goma. La Monusco a fermement condamné l'attaque contre cet aéronef porteur de l'emblème des Nations Unies. « La Monusco ne ménagera aucun effort en accord avec les autorités congolaises pour que les auteurs de cet acte odieux soient traduits en justice ».

**Lundi 6 février.**

**Processus de paix au Nord-Kivu: le gouvernement insiste sur le respect des recommandations de Luanda,** pour le retour de la paix dans l'Est du pays. Pour Kinshasa, seul le strict respect des prescrits du communiqué final du sommet de Luanda permet d'ouvrir des perspectives de paix crédibles dans la région des Grands lacs : « La fin des attaques du M23 contre les positions des Fard et les troupes de la Monusco, son retrait des zones occupées, son cantonnement dans les localités spécifiées, le retour des déplacées dans leurs domiciles et la cessation du soutien des Forces de Défense du Rwanda au M23 sont nécessaires à tout dialogue politique interne et diplomatique pour une solution durable de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC et dans la Région des Grands Lacs ». Les participants au sommet de Bujumbura ont relevé la non-application de la feuille de route de Luanda par le M23. Cette non-application a exacerbé la tension au Nord-Kivu, où, selon les pays de l'EAC, des pesanteurs entravent l'action de la force régionale. La RDC a tenu à rappeler que le mandat de cette force est offensif.

**Kwilu : 29 morts parmi les déplacés de Kwamouth depuis aout 2022.** Ces décès sont occasionnés notamment par les conditions déplorables de vie à la suite du manque des soins médicaux appropriés et à la sous-alimentation.

**Nord-Kivu : le député Prince Kihangi appelle à la fin du cycle de 30 ans des conflits armés.** Le député provincial, élu de Walikale déplore « depuis 1993 jusqu'à ce jour, les populations du Nord-Kivu traversent un calvaire. La population n'a pas connu de repos ou de paix réelle. C'est en effet, une génération sacrifiée. Nous célébrons donc ce jour, un anniversaire douloureux pour la province du Nord-Kivu ». Il appelle les auteurs et les tireurs de ficelles de cette déstabilisation d'arrêter leur manigance pour faciliter le développement du Nord-Kivu.

**30 ans des conflits armés et d'insécurité au Nord-Kivu. De 1993 à 2023,** trente ans, cette année, que la province du Nord-Kivu est en proie aux conflits armés et à l'insécurité. Cette région traverse une situation difficile sur le plan sécuritaire, social, économique, humanitaire et des droits humains, à la suite des tensions armées qui y perdurent. Le Nord-Kivu connaît de longs moments de peur, des périodes d'angoisse et des graves tensions, depuis 1993. Une génération sacrifiée, de l'avis de plusieurs observateurs.

**Cape Town : « Indaba Mining conférence » démarre ce lundi.** Les travaux de cette conférence s'étaleront sur 4 jours, sur le thème : «Débloquer l'investissement minier africain : stabilité, sécurité et approvisionnement». La RDC, pays minier par excellence, participe à cet événement. Sa délégation sera conduite, par le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, accompagné de la ministre des Mines, des gouverneurs du Lualaba et Haut-Katanga ainsi que plusieurs conseillers de la primature. Plus de 6000 participants sont attendus au centre de convention international de Cape Town. Parmi eux, des patrons de plus grosses multinationales minières, des chefs d'Etats et de gouvernements ainsi que des ministres sans compter tous ceux qui sont intéressés par le secteur minier. La conférence Indaba, est l'occasion de réunir la communauté minière pour susciter le changement et stimuler les investissements dans le secteur minier et celui de l'énergie. La RDC y participe activement. Objectif : mieux présenter les atouts miniers de la RDC. Or, diamant, coltan, cassitérite, 70 % du cobalt mondial... **Dauphin Dikhulu : « Indaba mining est un atout non négligeable pour les sous-traitants congolais du secteur minier».** Le directeur général de l'incubateur Inzo Na Beto a organisé un événement en marge de ce forum, pour présenter l'expertise des sous-traitants congolais dans le secteur minier. Il plaide pour l'application de la loi en la matière, qui réserve exclusivement les activités de la sous-traitance, aux entreprises à capitaux congolais majoritaire.

**Kinshasa : les comptes bancaires de la Regideso bloqués par une décision de justice.** A la direction générale de l'entreprise, l'on redoute l'asphyxie de la régie qui est à ce jour incapable de payer les salaires des agents dans tout le pays et d'assurer le bon fonctionnement de la société. « Un monsieur Lamda a un cas de justice avec Africel. M. Lamda gagne le procès contre Africel. La justice écrit à la Regideso comme aux autres entreprises de l'Etat pour savoir si elle a des obligations financières vis-a-vis d'Africel pour les saisir et passer ces revenus à M. Lamda. La Regideso écrit à la justice pour dire qu'elle n'a aucune relation d'affaires avec M. Lamda ni avec Africel ». C'est alors que « la justice reçoit la correspondance de la Regideso, que le juge voit que la date de

réception est différente du délai qu'il avait donné à la Regideso et celle-ci est condamnée à une amende de centaines de milliers de dollars. Le refus de l'entreprise à s'exécuter face à cette amende motive sans doute le blocage de ses comptes.

**Goma : des manifestants dans la rue pour réclamer le départ de la force de l'EAC.** Ces manifestants, en majorité de jeunes ont barricadé les artères principales de la ville. Ecoles, magasins, boutiques, banques et stations-services n'ont pas fonctionné. Ces manifestants, réclamaient le retrait de la force militaire de la Communauté de l'Afrique de l'Est, (EAC) du sol congolais. La police a été déployée pour dégager toutes les voies d'accès en ville.

**Ituri : 11 personnes tuées dans l'attaque du groupe Zaïre à Dyambu, territoire de Djugu (Ituri).** Les habitants du village de Dyambu étaient surpris par des tirs nourris des combattants de Zaïre. Certains se trouvaient au moment des faits, dans un débit de boissons quand ces tirs ont retenti. Dans la foulée, 11 tués par balles, et 37 autres ont été blessés. Cette attaque a occasionné un déplacement massif de la population.

**Nord-Kivu : de nouveaux combats dans le territoire de Masisi ce lundi.** D'intenses combats opposent, une fois de plus, depuis tôt ce 6 février, les Fardc aux rebelles du M23 dans le groupement de Kamuronza, à la chefferie des Bahunde, au territoire de Masisi. Les rebelles du M23 ont lancé cette offensive contre les positions des Fardc, situées dans le village de Karenga au sud-est du parc national des Virunga, pour tenter de couper la route Goma-Sake. Les rebelles ont, en effet, contourné les positions des Fardc dans le parc des Virunga. Les mêmes sources confirment que des tirs à l'arme lourde se faisaient entendre dans le parc des Virunga où les rebelles, se sont heurtés à la résistance des Fardc. Une accalmie s'observe sur le front nord dans le territoire de Rutshuru.

**Bukavu : fermeture de l'aéroport de Kavumu pour des travaux de réhabilitation.** La raison est le déroulement des travaux de réhabilitation de la piste de cet aéroport, pour permettre l'atterrissage et le décollage des gros avions. Les travaux en cours, prendront fin le 15 février prochain.

**Afrique du Sud : la Ceni explique les critères d'éligibilité de la diaspora congolaise à l'enrôlement.** Conformément à la loi portant identification et enrôlement des électeurs, les Congolais résidant à l'étranger doivent présenter un passeport congolais en cours de validité ou une carte consulaire. Chacune de ces deux pièces est présentée cumulativement avec soit une carte de résidence, soit avec une carte de séjour en cours de validité. Selon certaines sources sur place en Afrique du Sud, la majorité des Congolais vivant en Afrique du Sud ne disposent pas de ces documents. C'est le cas des réfugiés qui ne pourront donc pas s'enrôler. **Tanganyika : la Ceni rassure du bon déroulement des opérations d'enrôlement à Moba.** « Les opérations ne se passent bien, jusque-ici pas de pannes techniques. Il nous reste d'avoir des feedback pour des endroits non couverts par les réseaux mais on a déployé tout le matériel. A Moba on s'attend au-delà de 300 000 candidats ». Dans le territoire de Kongolo, des sources sur place signalent quelques problèmes dans des centres d'enrôlement. Le président du conseil territorial de la jeunesse constate la lenteur et la corruption d'agents dans certains centres.

**Le gouvernement « condamne l'attaque du M23/RDF » contre un hélicoptère de la Monusco.** Cette attaque de l'hélicoptère a occasionné la mort d'un technicien de l'équipage et a blessé le pilote, poursuit le communiqué. Face à cette situation, le gouvernement réitère son appel pressant au Conseil de sécurité de l'ONU pour prendre des sanctions immédiates contre le M23 et leurs alliés pour que ces crimes de guerre répétitifs contre le personnel de la Monusco et la population Congolaise.

**Ituri : 4 combattants ADF neutralisés par les Fardc à Irumu.** Ces combattants ont été mis hors d'état de nuire au cours d'une intervention de l'armée pour secourir un convoi des véhicules civils, tombé dans une embuscade tendue par ces malfrats. Le convoi provenait de Beni au Nord-Kivu, en direction de Komanda en Ituri.

**Le M23 soutenu par le Rwanda a procédé à des exécutions sommaires et au recrutement forcé (HRW).** « Les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda dans le Nord-Kivu laissent dans leur sillage une série croissante de crimes de guerre contre les civils. Le Rwanda devrait mettre fin à son soutien militaire au M23, tandis que les troupes gouvernementales congolaises devraient donner la priorité à la protection des civils et cesser de recourir à des milices responsables d'abus comme forces supplétives ». Les enquêtes du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, ainsi que les recherches menées par Human Rights Watch, fournissent des preuves significatives – photographiques et autres – que non seulement le Rwanda apporte un soutien logistique au M23, mais que les troupes rwandaises renforcent également le groupe armé ou se battent à ses côtés sur le territoire congolais.

**Manifestations à Goma : le gouverneur condamne les dérapages et appelle à la retenue.** « Il s'agit de l'œuvre des gens mal intentionnés qui infiltrent notre population pour s'attaquer aux propriétés privées, aux biens publics et aux partenaires du gouvernement congolais. Notre province traverse des moments difficiles du fait de l'agression du M23/RDF. Et que se livrer à des actes de pillage et des débordements ne fera que sombrer davantage notre province dans une situation d'asphyxie économique. Ce qui va plus profiter à l'ennemi qu'à notre population ». Il fait remarquer que les barricades des routes risquent d'empêcher les services de défense et de sécuriser de mieux sécuriser la ville de Goma. Il lance « un appel patriotique au calme et à la retenue ».

**Maniema : lancement de deux projets de développement agricole visant l'amélioration de la production agricole,** financés par la Banque africaine de développement (BAD). Le premier est d'appui au développement des chaînes des valeurs agricoles dans 6 provinces, et le second est un projet d'urgence des productions alimentaires. Ces projets seront exécutés dans trois territoires du sud-Maniema : Kabambare, Kasongo et Kibombo.

Ces deux projets visent notamment l'amélioration des conditions de vie de la population du Maniema.

**Nord-Kivu : 50 nouveaux détecteurs de métaux remis à la population de Beni.** Ces appareils seront distribués dans des églises, écoles, marchés et parkings. L'élu de Beni estime que ces outils peuvent participer à la lutte contre le terrorisme dans la ville et le territoire, qui a déjà causé la mort de certains civils et occasionné d'importants dégâts par l'explosion des bombes artisanales.

**Mardi 7 février.**

**Beni : la Monusco compte sur les médias pour lutter contre la désinformation.** L'occasion pour le chef de bureau de la Monusco à Beni, d'inviter la presse à faire son travail en toute liberté, mais de manière professionnelle et non partisane. « Vous exercez un métier très important : dans 10 ans, 30, 50 ou 100 ans, on lira vos écrits qui vont survivre aux époques et générations. C'est pourquoi on vous appelle des historiens du temps présent. Mais quand vous écrivez l'histoire, ne la déformez pas, en journalisme, les faits sont sacrés, ne les travestissez pas. Vous êtes des faiseurs d'opinion, faites attention à ce que vous dites et écrivez, beaucoup de gens qui vous lisent le prennent pour parole d'évangile. Et votre responsabilité n'en est que plus grande encore. Les attentes des populations vis-à-vis de la paix sont légitimes. La Monusco fait de son mieux, mais elle ne réussira pas seule, sans l'implication de tous : autorités, société civile, médias, jeunes, femmes, confessions religieuses, communautés».

**Luanda : João Lourenço et Félix Tshisekedi analysent la situation en RDC.** Félix Tshisekedi a fait une escale technique de quelques heures dans la capitale angolaise, avant de prendre la direction de l'Afrique du Sud. L'Angola et la RDC, tous deux membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), maintiennent des contacts de haut niveau sur les questions liées à la paix, à la stabilité et à la sécurité dans la région. Le Chef de l'État angolais, João Lourenço, assume la présidence tournante de la CIRGL, une organisation créée dans le but de résoudre les problèmes de paix et de sécurité dans la région.

**Nord-Kivu : 1 mort dans une attaque contre une position des éco-gardes à Kabasha** et deux autres grièvement blessés. Cette attaque de la position des éco-gardes est l'œuvre des Maï-Maï. L'ICCN dit noter la recrudescence, ces derniers mois, des attaques visant les éco-gardes commis à la conservation du Parc National de Virunga. L'année dernière, dix éco-gardes ont été tués.

**Cape Town, Conférence Indaba : Felix Tshisekedi accuse « les puissances obscures » dont le Rwanda d'empêcher la RDC de profiter de ses richesses.** Face à l'attrait que représente la RDC dans le domaine des mines, le Président de la RDC a tenu à rassurer les investisseurs que tout sera mis en œuvre pour leur garantir la sécurité. Les travaux ont commencé le 6 février, sur le thème : « Débloquer l'investissement minier africain : stabilité, sécurité et approvisionnement ». **La ministre des Mines rassure les investisseurs malgré l'insécurité à l'Est du pays.** En marge de la conférence minière internationale Indaba, la ministre des Mines s'est entretenue lundi avec plusieurs investisseurs miniers et a reçu également une délégation conduite par le vice-ministre de l'économie et du commerce du Japon. Ce pays a manifesté son intérêt d'investir dans le secteur minier en RDC. **Félix Tshisekedi invite les investisseurs à saisir les opportunités d'affaires en RDC.** Selon Félix Tshisekedi, les investisseurs peuvent venir en RDC mais ils doivent respecter les lois congolaises et surtout réaliser des projets de développement pour les populations impactées par les activités minières.

**Kinshasa : poursuite des travaux de la première édition de la Mission économique des entreprises wallonnes en RDC.** Ce rendez-vous dont l'objectif est d'instaurer un bon climat des affaires entre les deux pays, tourne autour du thème : " les relations belgo-congolaise : construire sur les acquis et développer de nouvelles opportunités". « Ça s'inscrit dans la volonté exprimée lors de la visite de sa majesté le roi en juin dernier, de pouvoir raffermir les relations entre les deux peuples que ça soit au niveau d'échanges culturelle, politique et économique ».

**Goma : Jean-Paul Lumbulumbu condamne les dégâts et dérapages lors de la manifestation contre la force de l'EAC.** « Je dénonce et je condamne de la manière la plus ferme, le débordement de la ville-morte qui s'est transformée à une marche violente. Non seulement à une marche, mais à des scènes de pillage, de saccage des biens d'autrui. Cela est totalement inacceptable », déplore le vice-président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu. Il souhaite que les coupables soient sanctionnés et appelle la population de Goma au calme. Il dit toutefois soutenir totalement la revendication de la population exigeant que la Force de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) soit offensive et non observatrice. **Situation toujours tendue à Goma après des manifestations contre la force de l'EAC.** Toutes les activités restent paralysées en dépit du déploiement musclé de la police et des soldats de la garde républicaine dans la ville. C'est dans la mi-journée que la police appuyée par les forces de défense, s'est employée à dégager tous les barrages érigés sur l'axe principal qui part du quartier commercial Birere au nord, jusqu'au quartier Ndosho situé au sud de la ville. **La police évacue les barricades placées par les manifestants sur les principales artères.** La tension qui a prévalu dans la ville ce matin s'est décrispée cet après-midi. Les manifestants qui étaient perceptibles en grand nombre sur les différents carrefours de la ville, ne sont plus visibles, sauf dans les quartiers périphériques de Majengo, Buhene et Ndosho.

**Kinshasa : bientôt les cours d'épargne et de gestion budgétaire inscrits dans le programme d'enseignement congolais.** Pendant quatre jours, soit du 6 au 10 février, 30 experts de l'éducation et de la Banque centrale du Congo vont réfléchir sur les modalités pour intégrer les cours d'épargne et de gestion budgétaire dans le système éducatif en RDC. « Il faut apprendre aux enfants que toutes les ressources doivent être proprement gérer pour éviter le gaspillage dans la vie, ça commence par des choses qui n'ont rien à avoir avec l'argent ».

**Pretoria : des Congolais vivant en Afrique du Sud enthousiastes à se faire enrôler.** Si certains ont déjà obtenu leurs cartes d'électeurs, d'autres se démènent encore pour remplir les conditions exigées en vue de participer à cette opération. L'objectif d'aller voter est qu'on veut un changement de la classe politique.

**Maï-Ndombe : des retournés de Kwamouth en situation humanitaire difficile dans leurs villages.** Ces retournés qui avaient fui leurs milieux à la suite des tensions interethniques entre les Yake et le Teke, n'ont pas accès aux soins de médicaux, après la destruction et pillage de leur village lors de ces atrocités. Les centres de santé restent fermés. Il n'y a pas non plus de pharmacie ni un personnel médical pour s'occuper des malades.

**Nord-Kivu : poursuite des combats entre les FARDC et le M23 dans le territoire de Masisi.** Ces combats sont situés vers les collines de Ruvunda à 25 km de Sake au sud de Masisi. Une partie de la population de Mushaki s'est déplacée le 6 février mais certains autres habitants ont préféré rester terrer chez eux.

**Kasaï-Central : 6 détenus s'évadent de la prison de Tshimbulu.** C'est en fait presque tous les détenus de cette prison qui sont ainsi dans la nature Les conditions de sécurité ne sont pas réunies dans cette maison carcérale. La prison de Tshimbulu n'a ni porte ni fenêtres, a précisé la société civile locale.

**Mbuji Mayi : hausse de prix du ciment gris, la FEC parle de la loi de l'offre et de la demande,** ainsi que l'enclavement de la province du Kasaï-Oriental, comme cause de cette hausse. Le prix de sac de ciment grisa est passé de 30 à 35 USD. Il révèle également une autre difficulté, celle liée à la durée de la commande et de la livraison du ciment, avec les implications financières qu'entraîne cette situation.

**Sud-Kivu : plus d'une centaine d'édifices sont écroulées à la suite des pluies torrentielles à Shabunda,** accompagnées des vents violents qui s'y sont abattues de vendredi à samedi 4 février. « Plus de 500 maisons ont été touchées, dont l'hôpital général, le bâtiment de l'administrateur du territoire, 4 à 5 églises, il y a même des boutiques emportées avec leurs marchandises. Un bon nombre de la population vit à la belle étoile ».

**Equateur : dysfonctionnement de l'opération d'enrôlement à Bolomba.** Le député provincial Peter Lopose révèle à la fois des problèmes techniques, logistiques et aussi de prise en charge des agents électoraux. Il craint que malgré la prolongation des 25 jours accordée à la 1<sup>ère</sup> aire opérationnelle d'enrôlement, la circonscription de Bolomba perde des sièges, puisqu'à environ deux semaines de la fin de cette prolongation, la majorité des électeurs attendus ne sont toujours pas enrôlés dans plusieurs centres de cette circonscription.

**Uvira : le P-DDRCS a reçu plus de 60 ex combattants en trois mois d'activités.** L'antenne du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) a expliqué que ces ex combattants sont venus de plusieurs coins de la région. Il a présenté quelques difficultés, notamment le retard dans la mise en œuvre du plan opérationnel de ce programme qui prévoit la formation professionnelle en métier de ces ex-combattants ainsi que l'ouverture des sites de rassemblement et de regroupement pour recevoir un grand nombre des combattants qui se rendent. Le P-DDRCS a démarré ses activités en novembre 2022 à Uvira.

**Ituri : le litre d'essence passe de 2400 à 3400 Francs congolais.** Cette majoration est consécutive à la nouvelle structure des prix du ministère de l'Economie, indique le président des importateurs des produits pétroliers.

**Ituri : inquiétude à la suite du kidnapping du vice-président de la société civile de Mongwalu,** Baby Anecho, enlevé le 4 février par les miliciens Zaïre à Kilo-Etat, à 50 km de Bunia. Il n'est pas toujours libéré à ce jour. Son rapt est dû à ses propos dénonçant la présence de cette milice dans la chefferie de Banyari Kilo.

**La communauté humanitaire réitère son engagement à soutenir la RDC.** La sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence, a rassuré les populations qui subissent cette crise humanitaire du plaidoyer qui est mené pour qu'elles ne soient pas abandonnées « Nous sommes aussi venus écouter ces personnes qui souffrent pour que nous puissions relayer leur message afin qu'il soit entendu au-delà des frontières de la RDC ».

**Nord-Kivu : la Monusco déplore la mort de trois manifestants lors de l'attaque de son convoi à Munigi.** « A 2 km de Munigi, ils ont été assaillis par des manifestants qui, auparavant, avaient barricadé la route avec de grosses pierres, obligeant ainsi le convoi à s'immobiliser. Dans la foulée, les assaillants ont mis le feu à quatre camions du convoi avant de subtiliser leur cargaison. Trois personnes ont malheureusement perdu la vie durant les échauffourées, tandis que les Casques bleus et les Fardc tentaient de protéger le convoi. Une enquête conjointe avec les autorités congolaises permettra de déterminer les circonstances de ces décès regrettables ».

**Kongo-Central : 7 nouvelles recrues renvoyées de la base de Kitona « pour des actes indignes »** tels que l'ivresse en public, divagation et grossesses indésirables. Il s'agit de sept jeunes dames. Enrôlées et parties sur la base militaire de Kitona pour suivre une formation adéquate « en vue de servir la Nation sous le drapeau », ces femmes sont donc renvoyées des rangs des forces armées pour servir d'exemple.

### **Mercredi 8 février.**

**Nord-Kivu : les habitants de Kitshanga refusent de regagner leurs maisons malgré l'appel de M23.** Même la promesse de leur assurer la sécurité n'arrive pas à les convaincre. S'appuyant sur les témoignages faisant état de la maltraitance que subissent des hommes qui ont regagné la cité, ils refusent de quitter les camps. C'est plutôt au Gouvernement congolais que les habitants de Kitshanga, demandent secours. Les cours n'ont pas repris le lundi 6 février dans la zone sous occupation du M23 et alliés rwandais, dans le territoire de Rutshuru, malgré le communiqué du M23 demandant aux élèves et enseignants de reprendre le chemin de l'école. Le président provincial de la Force syndicale nationale (FOSYNAT), encourage les enseignants à boycotter cet appel du M23.

**Beni : des cas de bombes artisanales, le Fond social appelé à sécuriser le recrutement de ses ouvriers.** «Comme le Fond social va lancer d'ici le 13 février, la 2<sup>ème</sup> phase de recrutement de son personnel, nous appelons ses responsables à mettre des mécanismes pour sécuriser les candidats aux recrutements. Car à la fin de la journée, le site n'est plus sécurisé et il y a risque que l'ennemi en profite pour le piéger avec une bombe artisanale ».

**Le Festival Amani délocalisé de Goma à Bukavu à la suite de l'insécurité,** par décision du gouvernement provincial du Nord-Kivu. Cet événement culturel est un incubateur d'entreprises et de projets de tous les genres pour les jeunes de la région. Le Festival Amani favorise aussi l'esprit du volontariat, auprès des jeunes car environ 600 volontaires assurent, chaque année, son organisation. Ce rendez-vous culturel invite, chaque édition, des artistes locaux, régionaux et internationaux de renom. Après 8 ans, le succès du Festival Amani est devenu un événement culturel incontournable pour la paix dans cette partie du pays. Il aura lieu du 10 au 12 février.

**Kwilu : plus de 30 maisons incendiées à la suite d'un confit coutumier à Kikundu.** Cet incendie a eu lieu lors de la mort d'une maman qui était détentrice du pouvoir coutumier. Pendant ses funérailles, les orphelins ont agressé leur oncle qui est décédé par la suite. L'homme était soupçonné d'avoir ensorcelé sa propre sœur.

**Tshopo : les écoles encore fermées à Yambongonda, après une tension due au décès d'un jeune homme,** lors d'une bagarre, impliquant la famille d'un enseignant de l'Institut technique agricole de la place. Ces établissements scolaires craignent les représailles de la famille et des proches de la victime. Certaines personnes de Yambongonda ont même abandonné leurs habitations pour se mettre à l'abri de ces désordres. Les proches de la victime ont pillé d'abord plusieurs maisons de cette partie du secteur de Luete.

**Butembo : 15 décès des suites de la malnutrition en trois mois dans la prison centrale.** Le médecin de cette prison affirme que de nombreux détenus souffrent de la malnutrition, de la diarrhée, de la tuberculose et d'autres pathologies. Huit d'entre eux ont été référés à l'hôpital général de Kitatumba. Le Comité International de la Croix-Rouge se charge de l'alimentation quotidienne des malnutris de cette prison centrale.

**Lubumbashi : environ 900 femmes entrepreneures bénéficient de kits pour leurs PME.** Le Projet d'appui au développement des PME a subventionné, le 7 février, environ 900 femmes entrepreneures sur 1800 sélectionnées de la ville de Lubumbashi. Chaque bénéficiaire a reçu les équipements d'une valeur de 2 000 USD non remboursables afin de créer la croissance des PME et d'augmenter les opportunités de création d'emploi.

**Lisala : une vingtaine de têtes d'érosions menacent la ville,** qui engloutit des quartiers, les artères et même des marchés. Plusieurs habitants sont contraints d'abandonner leurs habitations et de se réfugier vers la partie nord de la ville, où les maisons poussent comme des champignons.

**Beni : des étudiants de l'Université du CEPROMAD reconnaissent l'apport de la Monusco.** Ne voyons pas juste qu'ils sont installés chez nous pour rien, non ! Si nous regardons réellement ce qu'ils font, nous allons découvrir que la Monusco travaille et réalise bien plus que ce que nous pensons.

**Goma : un mort dans les manifestations contre la force de l'EAC** et 12 autres grièvement blessées. Deux églises et plusieurs boutiques ont été mises à sac par les manifestants en furie. Colonel Job Alisa a affirmé avoir interpellé 7 personnes en train de piller des boutiques au niveau de Signers et il compte les transmettre à la justice.

Toutes les activités socio-économiques ont normalement repris, ce mercredi dans la ville de Goma hormis quelques écoles en sous-effectifs qui ont renvoyé les élèves.

**Nord-Kivu : 3 morts dans l'attaque contre le convoi de la Monusco à Munigi.** Dans un communiqué publié mardi dernier, la cheffe de la Monusco a adressé ses condoléances et exprime sa compassion aux familles des victimes de cet incident. Bintou Keita a par ailleurs réitéré son appel à la population pour faciliter la libre circulation du personnel de la Monusco qui apporte son soutien opérationnel aux FARDC, assure la protection des civils et facilite l'acheminement de l'aide humanitaire aux victimes et personnes déplacées.

**Cap-Town : Antoinette N'Samba rassure sur la sécurité des investissements miniers en RDC.** La ministre des Mines a donné ces assurances au cours d'un petit-déjeuner thématique sur la RDC, organisé en faveur d'investisseurs miniers en marge de la conférence internationale Indaba, à Cap Town. Glencore, Kibali Gold, MMG qui produit le cuivre, ont ainsi rappelé leurs investissements en RDC pour l'année 2021-2022 chiffrés à plusieurs milliards USD pour les 3 sociétés réunies.

**Ituri : la Ceni sollicite les bons offices de la Monusco pour sensibiliser les miliciens sur le processus électoral.** Cette démarche fait suite à l'escalade de violences de ces derniers jours par des groupes armés principalement dans le territoire de Djugu. Une tension qui, selon la Ceni, risque de réduire le nombre de personnes à enrôler dans des zones où persiste l'insécurité. Elle redoute que cette opération d'enrôlement puisse échouer.

**Sud-Kivu : la Ceni satisfaite de l'apport de la Monusco dans le déploiement des kits électoraux.** La Monusco a aidé à faire parvenir certains kits dans les zones les plus reculées. Le délai d'un mois allant du 16 février au 17 mars 2023 sera bel et bien respecté pour enrôler environ 3 millions d'électeurs attendus au Sud Kivu.

**L'APUKIN redoute une grève à la suite du non-respect des engagements du gouvernement.** Le président de cette structure syndicale, invite le gouvernement à honorer ses engagements pris lors de ces assises de Bibwa, à Kinshasa. Il cite entre autres, le réajustement de leurs salaires à partir de ce mois de février.

**Cap Town: la gouverneure ai du Lwalaba présente le Centre de négoce de Musompo.** A travers ce centre, le gouvernement provincial du Lwalaba entend aider l'Etat à éradiquer la politique d'utilisation des populations vulnérables, l'exploitation anarchique des sites miniers, en améliorant la traçabilité des minerais.

**IXe Jeux de la Francophonie : lancement des activités périphériques à Kinshasa.** Elles ont consisté aux danses, aux chorégraphies et autres ayant captivé l'attention des passants. Selon les organisateurs, ces activités ont voulu susciter l'engouement et l'adhésion de la population à ces Jeux de la Francophonie. De nombreux curieux ont eu droits aux spectacles produits par des jeunes artistes de Kinshasa.

**Une délégation de l'ONU fait l'évaluation stratégique des défis et opportunités auxquels est confrontée la RDC.** Elle est conduite par la sous-secrétaire générale pour l'Afrique, Mme Martha Pobe. L'évaluation portera notamment sur les questions politiques, sécuritaires et de gouvernance.

**Jeudi 9 février.**

**Sénat : lancement d'une pétition pour examiner la situation sécuritaire de l'Est du pays, par la sénatrice Francine Muyumba.** Elle a affirmé, le 8 février, que cette session aura pour but de mettre fin à l'Etat de siège et exiger au gouvernement de doter l'armée des moyens conséquents pour vaincre les rebelles du M23, comme en 2013. Elle estime que si la force de l'EAC n'est pas au front pour soutenir les Fardc, elle doit quitter le pays afin de laisser la place à la force de la SADEC qui, selon elle, est mieux disposée à aider la RDC.

**Lomami : 41 millions d'euros, financement de l'AFD, pour construire une centrale photovoltaïque afin d'éclairer Kabinda.** L'Agence française de développement a décidé les travaux de construction d'une centrale photovoltaïque de 6 Mégawatts. Cette centrale permettra d'éclairer principalement la ville de Kabinda de la province de Lomami. Une délégation, conduite par le directeur adjoint de cette agence, a rencontré mardi 7 février, les autorités provinciales pour des échanges autour de ce projet qui va sortir la ville de Kabinda de l'obscurité.

**Rutshuru : 6 blessés dans l'explosion d'une bombe à Bushadara, mardi 7 février.** Le coordonnateur national de la Synergie pour la lutte anti-mines a recommandé à la population du Nord-Kivu à redoubler la vigilance.

**Kinshasa : reprise des activités au marché Matadi Kibala malgré l'interdiction des autorités.** Désaffecté il y a un an après 25 morts par électrocution, le marché Matadi Kibala, dans la commune de Mont-Ngafula, a repris depuis quelques jours son influence d'antan. Une situation que déplore le chef de rue Malaise, au quartier Matadi-Kibala. Il demande ainsi aux vendeurs de respecter la décision des autorités, qui avaient désaffecté ce marché.

**Mbuji-Mayi : le bureau du Guichet unique de création des entreprises scellé pour insolvabilité.** Le propriétaire du bâtiment qui abrite ce bureau l'a fermé de force pour non-paiement de trois mois de loyer. Pourtant, plus de 500 dossiers attendent d'être traités pour l'obtention de Registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM). La Fédération des entreprises du Congo (FEC) au Kasai-Oriental, dénonce cette situation et demande aux autorités et au bailleur de trouver un compromis pour que ce bureau soit rouvert.

**Gungu : trois blessés dans l'attaque armée d'une voiture sur la RN1.** Des hommes armés en tenue militaire ont blessé trois personnes et emporté la somme de 4000 USD, le 7 février, après avoir attaqué une voiture sur la RN1, sur le tronçon compris entre Kikwit et le pont Lwange, dans le territoire de Gungu (Kwilu).

**L'Assemblée nationale invite le ministre de la Défense à renforcer les Fardc dans l'Est, afin de les amener à barrer la route au M23.** Tout en saluant l'adhésion de la RDC à la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), les membres de la Commission défense et sécurité et le ministre de la Défense, accompagné des officiers de l'Etat-major général ont déploré la passivité de la force régionale sur la ligne des fronts entre les Fardc et les rebelles. Cette situation a poussé Christophe Mboso à demander au chef de l'état de prendre des mesures qui s'imposent.

**Haut-Uele : deux morts dans un éboulement de terre à Adua et un autre grièvement blessé.** Les victimes sont des creuseurs clandestins. Ils se sont introduits nuitamment dans un tunnel de 10 m de profondeur alors que l'orpaillage artisanal est déjà interdit. Cet incident est le deuxième du genre au cours de cette année 2023.

**Beni : les ADF tuent 11 personnes à Konge Pwendi.** La plupart des victimes ont été tuées à l'arme blanche dans leurs champs vers 10h. La société civile recommande aux Fardc de lancer des opérations militaires dans la région pour sécuriser la population.

**Nord-Kivu : peine de mort requise contre 2 officiers militaires pour abandon de poste.** Il leur est reproché d'avoir abandonné leurs positions, en juin dernier, lors de l'avancée des rebelles dans les secteurs de Bunagana et Gisiza. C'est ce qui aurait donné accès au M23 de s'emparer de la cité de Bunagana. Pour le conseil des prévenus, Me Alexis Olenga affirme que « ses clients ont reçu l'ordre du commandement de se retirer car l'ennemi avait déjà coupé la route Bunagana-Tchengengerero ». Cet avocat parle « d'un montage pur et simple » dans cette affaire pour écarter ses clients des commandes des opérations. Il sollicite leur acquittement.

**Kwilu : le procureur général invite les acteurs de la justice à « inspirer confiance aux citoyens ».** « Ce qui importe, c'est le changement des mentalités de tous les acteurs du secteur de la justice, qui doivent en toutes circonstances, avoir un comportement exemplaire qui inspire la confiance et le respect du citoyen », a-t-il déclaré. Il a également invité ses interlocuteurs à un éveil de conscience pour un nouveau départ dans la marche du secteur de la justice au Kwilu. Pour le procureur général près la Cour d'appel du Kwilu, l'accès à la justice demeure un impératif majeur afin que chaque citoyen, où qu'il soit, accède à son juge naturel pour faire valoir ses prétentions.

**Controverse autour du non-déplacement de Moise Katumbi à Moba.** Le Jet qui devait le transporter a été interdit de décoller par des autorités du pays. En réaction à cette déclaration d'Ensemble pour la République, le conseiller en communication du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur rejette ces allégations. : « aucun service n'a fait état de cette situation à son autorité. Autant la constitution consacre la liberté de s'émouvoir au profit de tout congolais autant elle impose à tout citoyen le devoir de ne pas troubler l'ordre public ».

**Beni : les vendeuses de Mayangose satisfaites de la construction de premiers hangars après l'incendie de ce marché.** Plus de 100 femmes peuvent déjà travailler sans être inquiétées par les intempéries, après la construction de quelques hangars au marché Mayangose, réduit en cendres en janvier 2023. Ces travaux de reconstruction sont financés par deux élus du territoire de Beni, les députés Kiro Tsongo et Kizerbo Watevya. Satisfaites, ces femmes appellent d'autres bienfaiteurs à leur emboiter le pas, car le besoin reste immense, disent-elles.

**Haut-Katanga : plaidoyer pour le vote d'un édit afin de financer le PNMLS.** Selon le Programme national multisectoriel de lutte contre le Sida, le sida ne sera plus une maladie de santé publique d'ici 2030. Le secrétaire exécutif provincial du PNMLS, fait remarquer qu'il y a nécessité de voter un édit qui va garantir les fonds locaux pour la prise en charge du VIH et ses conséquences et la pérennisation des activités après 2030.

**Ituri : les prix de transport en commun ont doublé à la suite de la hausse de prix du carburant** sur la majorité des trajets dans la ville de Bunia. Le litre a été fixé à 3 400 FC par le ministère de l'Economie, alors qu'il se vendait à 2400 FC. Des usagers s'en plaignent et certains ont même décidé de réduire leurs déplacements. Le tarif de transport en commun sur l'axe Bunia-Mambasa, distant de 165 km est passé de 25 à 40 USD.

**Nord-Kivu : l'armée fait échec à la tentative du M23 de prendre le contrôle de Sake.** L'armée confirme avoir repoussé, ce 9 février dans la matinée, une attaque des rebelles du M23 qui tentaient de prendre le contrôle de la cité de Sake (Nord-Kivu), environ 30 km de Goma. Tout en rassurant la population de cette zone qui vidait déjà le lieu, le porte-parole du gouverneur du Nord-Kivu précise que « l'ennemi tentait de déborder l'armée » par le village Lupango, environ 5 km de Sake sur la route menant à Kitshanga.

**Masisi : au moins 30.000 personnes en provenance de Kitshanga manquent de tout à Mweso.** Ces personnes ont fui les récents combats entre les Fardc et les rebelles du M23 depuis le 26 janvier dernier. Ils sont dépourvus de tout. Ils n'ont pas assez d'eau, ni de nourriture et abris sans parler de denrées de première nécessité. « Depuis le 31 Janvier dernier, MSF a mis en place une clinique mobile pour répondre aux besoins médicaux urgents des déplacées. Plus de 500 patients y ont déjà été soignés. Nos équipes ont construit des latrines et des points d'eau ».

Selon MSF, lundi dernier, une deuxième clinique mobile a été mise en place pour permettre d'atteindre d'autres personnes déplacées autour de Mweso, notamment dans la localité de Bukama.

**Uhuru Kenyatta appelle les pays contributeurs de la force de l'EAC à accélérer le déploiement de leurs troupes à l'Est de la RDC.** L'ancien Président kenyan et médiateur du processus de Nairobi, demande aussi à la force régionale de s'interposer entre les forces combattantes dans les zones où le retrait des groupes armés a été constaté. Il a également appelé à un soutien humanitaire urgent, notamment de la part des organisations humanitaires locales et internationales, aux dizaines de milliers de personnes déplacées internes en souffrance et

les communautés perturbées dont les vies et les moyens de subsistance ont été bouleversés par la poursuite des combats. Jusqu'ici, seuls le Burundi et le Kenya ont déployé leurs troupes sur le territoire congolais.

### **Vendredi 10 février.**

**L'ONU exprime sa solidarité avec la RDC sur la situation des souffrances des populations de l'Est.** C'est ce qu'a déclaré le 9 février la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC et cheffe de la Monusco, Bintou Keita, à l'issue d'un échange entre le Premier ministre congolais et une délégation conjointe et intégrée représentant à la fois le Secrétariat général des Nations Unies à New York, les agences, Fonds et Programme et les partenaires des institutions financières internationales. « Nous avons aussi parlé des élections, du processus électoral, les attentes par rapport à la tenue de ces élections dans le délai imparti par la constitution et nous avons insisté sur le fait que dans le contexte de la participation, de la représentation, il est important qu'on soit inclusif et pour être inclusif on a beaucoup insisté sur la question des femmes et des jeunes et aussi des personnes avec handicap, donc en fait toutes les composantes de la population », a rapporté Bintou Keita. A en croire Bintou Keita, la composition même de cette délégation démontre à suffisance que les efforts sont en train d'être conjugués par toutes les instances ou organisations en vue d'aider la RDC à se stabiliser. Et cela passe par le retour de la paix à l'Est du pays. Cette délégation de l'ONU est en mission en RDC, du 8 au 13 février, en vue de procéder à une évaluation stratégique des défis et des opportunités auxquels est confrontée la RDC.

**Mai-Ndombe : retour progressif de la paix à Kwamouth** a déclaré le ministre près le Président de la République. Plusieurs jeunes qui avaient fui leurs milieux à la suite de tensions entre les Teke et les Yaka, regagnent peu à peu leurs villages. Parmi ces jeunes, certains se sont même enrôlés dans l'armée et la police. Elle a appelé tous les ressortissants du Grand Bandundu à « travailler pour la réconciliation des fils et filles » de cette partie du pays.

**Nord-Kivu : plusieurs exactions commises par les rebelles du M23 dans la zone agricole de Bambo (Notable).** « La population est en train de fuir en grand nombre en se dirigeant vers Kibirizi, Kirima, Bambo et ailleurs. Le groupe rebelle commet des exactions, des atrocités contre la population civile qui est dans cette entité. Le M23-RDF tue des civils en les indexant d'être des groupes armés pendant que ce sont des civils qui sont allés récolter leurs produits agricoles », a poursuivi un notable. **Situation relativement calme sur les lignes des fronts ce vendredi.** Sur l'axe Sake-Mubambiro, dans le groupement Kamuronza, la situation est redevenue calme après la panique observée jeudi 9 février. Les activités socio-économiques et le trafic se déroulent normalement ce vendredi. Certaines familles qui avaient fui les combats entre les Fardc et le M23 à une dizaine de km de Saké, ont commencé à retourner chez eux, progressivement. Cependant, indique la société civile, la situation reste incertaine, toute l'attention des habitants est focalisée vers la ligne de front à environ 15 km de Saké.

**Kinshasa : des journées portes ouvertes à la RTNC pour célébrer la journée mondiale de la Radio.** Sur place, le journal de la mi-journée de la RTNC a été coproduit, le 9 février, avec les journalistes d'autres radios émettant à Kinshasa, formant pour la circonstance, une rédaction commune. Satisfait du premier journal coproduit avec les autres radios, le directeur des informations à la RTNC appelle les journalistes congolais à plus de confraternité. Plusieurs personnes notamment des étudiants en communication et journalisme viennent visiter les différentes rédactions présentes à ces journées portes ouvertes.

**Johannesburg : à la découverte de la vie des Congolais à Yeoville.** Yeoville, ce quartier situé en plein Johannesburg, en Afrique du Sud, a la particularité d'héberger majoritairement des Congolais. On se croirait à Kinshasa. Yeoville abrite en son sein un marché dénommé « Gambela » par les Congolais. « Nous avons donné le nom de Gambela à ce marché parce qu'il y a tout ce qui se trouve en RDC. Nous cohabitons avec beaucoup de gens d'autres nationalités dans ce marché. Nous avons les Nigériens, les Camerounais, les Zimbabwéens. Ils ont accepté ce nom-là parce que, c'est le lingala qui domine et d'ailleurs, eux aussi commencent à le parler ».

**Nyiragongo : la notabilité Kumu appelle la population au calme et à la collaboration avec la Monusco** à la suite des incidents survenus le 6 février entre un convoi de la Monusco et quelques manifestants dans le groupement de Kibati. Elle invite également la population à éviter la désinformation pour « ne pas tomber dans la manipulation de l'ennemi en cette période où une partie du territoire de Nyiragongo est assiégée par les rebelles du M23 ». La notabilité Kumu demande à cette population de faire confiance aux services de sécurité et à collaborer avec la Monusco qui appuie les efforts du gouvernement congolais pour le rétablissement de la paix en RDC.

**Kalemie : l'institut du Lac menacé par les eaux du lac Tanganyika.** Une partie du bâtiment constitué de cinq salles de classe est déjà engloutie par les eaux depuis quelques années. Chaque année, les eaux du lac Tanganyika avancent inéluctablement vers les restes des bâtiments de l'Institut du Lac, l'une des grandes écoles publiques de la ville de Kalemie d'enseignement primaire et secondaire. Plusieurs sources renseignent qu'il y a plusieurs années, les eaux du lac Tanganyika étaient à plus de 800 mètres, loin de l'école. Certaines sources estiment que l'unique option qui reste est la délocalisation de cette école dont les bâtiments ne peuvent plus être sauvés.

**Uvira : la Monusco sensibilise les journalistes sur le rôle des médias dans le processus électoral.** Les journalistes des médias d'Uvira ont réfléchi sur la manière dont ils peuvent contribuer à la réduction des violences liées au cycle électoral. A travers cette activité, la section des Affaires politiques de la Monusco entend promouvoir un processus électoral inclusif, démocratique et paisible. Le thème de la rencontre était centré sur « Le rôle des médias dans le processus électoral en RDC ».

**EPST : le syndicat des enseignants de Kasai 2 soutient la paie via la Caritas.** Pour la synergie, la Caritas est la seule institution capable de posséder de liquidité, la logistique nécessaire, mais aussi de couvrir l'ensemble de cette province éducationnelle sur tous les plans, au regard de son expertise avérée dans la paie des enseignants dans cette région. La Synergie demande par la même occasion à Caritas de fournir des efforts pour améliorer son système de paie. Il y a près de trois semaines que le ministère de l'EPST a signé un contrat avec l'agence de transfert des fonds Solidaire pour payer les enseignants de cette région éducationnelle. Le ministère a estimé que Caritas qui assurait cette paie, le faisait par trimestre au lieu de la paie mensuelle.

**Bukavu : la 9e édition du Festival Amani a ouvert ses portes à l'Athénée d'Ibanda.** Les activités sur scène débutent cet après-midi avec l'artiste Kazambe Vianney, qui fait de la musique traditionnelle. Le PNUD, l'Unicef et les sections de la Monusco y ont leurs stands, mais également d'autres associations locales. Il y a aussi l'espace entrepreneuriat où les différents entrepreneurs exposent leurs produits. Ce festival a prévu aussi un espace enfant où plusieurs jeux ont été mis en place pour recevoir 60 enfants accompagnés de leurs parents. Une salle a aussi été réservée pour les panels sur les différents thèmes : Le vivre-ensemble, la cohabitation pacifique et le développement socio-économique.

**Beni : le manque d'infrastructures sanitaires et routières, à la base des complications à l'accouchement** lors des accouchements dans les milieux ruraux, a soutenu, 9 février, le gynécologue obstétricien à l'hôpital Heal Africa de Goma. Ce praticien a fait ce constat lors d'une campagne de traitement gratuit des fistules obstétricales qu'il mène depuis deux jours dans la ville de Beni. Il ajoute également le manque de personnel qualifié pour une prise en charge adéquate des femmes qui connaissent des complications liées à la grossesse et l'accouchement.

**Félix Tshisekedi depuis jeudi en première visite officielle aux îles des Comores.** A quelques jours de l'investiture à la présidence annuelle tournante de l'Union Africaine, le président comorien a accueilli à Moroni, son homologue Félix-Antoine Tshisekedi. Les deux chefs d'Etat ont eu un entretien en tête-à-tête au palais de Moroni. Le président Félix Tshisekedi a assuré son homologue de tout son soutien durant ce mandat.

**Nord-Kivu : Julien Paluku invite les communautés à vivre dans l'unité.** Selon cet ancien gouverneur, au Nord-Kivu, il n'y a pas de communautés de criminels, même si dans chaque communauté, on peut retrouver des criminels qui, en commettant des dégâts, n'engagent pas leurs communautés. Il a accusé ceux qui apportent les discours de haine et de tribalisme de jouer le jeu de l'ennemie, en cherchant à diviser la population de ce coin du pays.

**Enrôlement des électeurs : les Congolais vivant en RSA peinent à rejoindre Pretoria.** « L'Afrique du Sud est un grand pays et il n'y a qu'un seul centre d'enrôlement. Difficile alors de demander aux étudiants de Cap-Town, Durban et autres coins, de venir s'enrôler à Pretoria ». Les étudiants saluent la Ceni d'avoir choisi l'Afrique du Sud parmi les pays pilotes, devant organiser l'opération d'enrôlement des Congolais de la diaspora.

**Mbandaka : le parti Nouvelle alliance à l'Equateur encourage la population à s'enrôler** « Il faut avoir dix députés et pour avoir ce nombre de députés, il faut d'abord commencer par nous enrôler massivement. Et il ne nous reste que 7 jours seulement ! » a souligné le président fédéral de ce parti.

**Beni : les Fardc neutralisent 2 rebelles ADF à Mwalika.** Le porte-parole de la coalition Fardc-UPDF, a attribué la réussite de ces opérations à la collaboration entre l'armée et la population qui alerte sur les mouvements des ADF dans cette contrée. Il est d'avis que la surveillance de proximité et une police de proximité

peuvent aider l'armée à déjouer beaucoup de choses et a fait savoir qu'en cette période, l'apport de la population est capital pour faire face à cette rébellion.

**Le Parti national pour la réforme appelle à doter les Fardc des moyens adéquats.** « La seule solution est de compter sur nos propres forces. Nous avons les Fardc, capables de défendre l'intégrité territoriale de notre pays et nous n'avons pas besoin d'autres forces étrangères en RDC », a déclaré le président de ce parti. Il est d'avis qu'avec la présence de la MONUSCO, le pays n'a pas besoin de la force de l'EAC.

**Enrôlement des électeurs : la population de Beni appelée à veiller contre les attaques à la bombe.** Le président de la société civile de Beni, encourage les hommes de bonne foi de bien vouloir s'activer pour amener de détecteurs des métaux dans tous ces centres d'enrôlement. Il a également invité la Ceni à apprêter tous les outils nécessaires pour sécuriser les 33 centres d'inscription que compte la ville de Beni pour cet exercice démocratique.

**Lubero : la société civile appelle à la réhabilitation du pont Biena.** Le président de la société civile, redoute que l'effondrement de cet ouvrage « entraînera des conséquences socio-économiques incalculables dans la région de Butembo. Il y a par exemple l'huile de palme, le riz, le bois et d'autres denrées de première nécessité, produits à Mangurejipa sont consommés en plus grande partie à Butembo ». Ce pont facilite l'approvisionnement en médicaments et d'autres produits de grande nécessité, sans oublier les matériaux pour les projets de développement, notamment la construction des infrastructures de base.

**Samedi 11 février.**

**Nord-Kivu : l'armée appelle l'EAC à constater les violations du cessez le feu du M23.** « Les dernières violations en date sont celles enregistrées au lendemain du sommet extraordinaire des chefs d'Etat, tenu à Bujumbura, où les rebelles du M23 ont attaqué les positions des FARDC, le 5 février, à Tuwonane aux alentours de Karenga et à Rumeti sur les collines surplombant les cités de Gahucha et Mushaki », a souligné le porte-parole du gouverneur du Nord-Kivu. Il a également attribué au M23 et ses alliés l'attaque de l'hélicoptère de la Monusco, le 6 février courant à Kibati, zone sous son contrôle. Pour l'armée, cette énième attaque contre les militaires de la paix est une preuve de violation du cessez le feu que recommandent les rencontres de Luanda et Nairobi.

**Beni : 7 enfants échappés des rebelles ADF remis par l'armée à la Monusco pour leur réinsertion sociale.** La section Protection de l'Enfant de la Monusco à Beni a reçu ce 10 février sept enfants qui se sont échappés des rebelles de l'ADF, dans la région de Mwalika du territoire de Beni au Nord-Kivu. Il s'agit de 5 garçons, tous de nationalité ougandaise et âgés de 13 à 16 ans. Quant aux deux filles, l'une est de nationalité ougandaise et l'autre congolaise, âgées de 7 ans. L'armée affirme les avoir récupérés à la suite des affrontements avec ces rebelles qui se déroulent dans cette région de Mwalika ».

**Le gouvernement rassure la Ceni des dispositions sécuritaires prises pour le bon déroulement de l'enrôlement des électeurs dans l'Est.** « Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et Sécurité, le ministre de la Défense ainsi que moi-même, nous avons été reçus par le Premier Ministre pour discuter du lancement de l'opération d'enrôlement des électeurs dans l'aire opérationnelle 3 qui concerne la partie Est du pays. Comme vous le savez, il y a des coins de cette partie du pays qui ont des problèmes sécuritaires. Il fallait analyser la situation ensemble et voir dans quelle mesure l'enrôlement peut se faire dans cette partie du pays sans trop de difficultés », a déclaré le Président de la Ceni. Il a encouragé la population des provinces concernées à se préparer et à être prêtes pour participer à cette opération qui relève d'un devoir civique. La Centrale électorale va procéder, le 16 février, au lancement officiel de l'opération d'enrôlement des électeurs dans l'aire opérationnelle 3.

**Nord-Kivu: environ 800 ex combattants quittent le site de démobilisation de Mubambiro pour raison de sécurité.** D'après le coordonnateur adjoint du P-DDRCS, leur décision est motivée par la situation sécuritaire notamment la menace des affrontements entre l'armée et les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, qui sévissent dans cette région de Kamuronza au sud de Masisi. Il précise, cependant, que ces démobilisés sont déjà identifiés et possèdent, tous, des cartes biométriques. Dès que la situation va se rétablir le P-DDRCS pourra les regrouper afin de les orienter dans les projets de réinsertion, a-t-il ajouté. Selon un des responsables de la société civile à Masisi, le fait de disperser ces ex combattants dans la région peut entraîner des conséquences dangereuses.

**Lubumbashi : les corps de 7 personnes assassinées découverts en une semaine dans la ville.** Ces personnes ont toutes été assassinées et découvertes jetées dans un sac, a précisé, le ministre provincial de l'Intérieur, qui s'inquiète de son mode opératoire. Il rassure que les services de sécurité sont à pieds d'œuvre pour démanteler ce réseau d'assassins.

**Situation sécuritaire à l'Est, Gilbert Kabanda a répondu aux préoccupations des sénateurs.** Cette séance a été élargie aux membres de la commission défense sécurité et frontières du Sénat et aux sénateurs présents. Ainsi, le ministre de la Défense a donné des réponses à toutes les préoccupations soulevées par les sénateurs présents. Après avoir suivi les réponses du ministre, les sénateurs vont formuler des recommandations au gouvernement, afin d'améliorer la prestation des forces armées au front. Le ministre était accompagné du chef d'état-major général adjoint, chargé des opérations.

**Innocent Balume : « Le festival Amani me rappelle qu'on a besoin de la paix pour évoluer dans nos vies ».** L'artiste musicien a lancé, un message de paix, à la clôture de la première journée du Festival Amani. Pour le musicien, natif de Goma, la paix, l'amour et l'unité sont primordiales pour accomplir de bonnes choses. « Moi mon seul rôle c'est de continuer à prêcher l'amour de son prochain, l'amour entre nos populations, parce qu'on ne peut que faire de belles choses quand on est ensemble, quand on est unis ». Ce jeune artiste a demandé aux enfants de rester forts et unis. Plus de 10 000 personnes ont répondu présents au festival Amani ce premier jour.

**Mbuji-Mayi : Eve Bazaiba évalue le projet 1 milliard d'arbres.** La vice-Premier ministre et ministre de l'Environnement, est arrivée à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) ce 10 février. Elle est venue pour inspecter les projets d'implantation d'un milliard d'arbres visant à lutter contre le réchauffement climatique. Pour elle, « la RDC pays solution au changement climatique » signifie tout simplement que « nous sommes la réponse à donner face au réchauffement climatique parce que nous sommes au bassin du Congo, nous regorgeons du couvert forestier, des ressources en eau ainsi que des minerais stratégiques qui permettent au monde de faire face à la crise climatique ».

Elle profitera aussi de son séjour pour sensibiliser les électeurs de son parti politique le MLC, à l'enrôlement.

**Kinshasa : l'ONG ADEAC lance des cantines pour veuves et filles mères.** L'initiatrice de l'ONG Action pour le développement et l'autonomisation des Africains a lancé, ce 10 février à Kinshasa, ce qu'elle appelle « le grenier de la veuve et de la fille mère ». Il s'agit, en fait, d'une première expérience de cantines destinées à cette catégorie de femmes dans la capitale. Elle estime qu'avec un budget mensuel de dix mille USD, ces femmes seront approvisionnées en vivres, produits non alimentaires et en médicaments : « Le grenier de la fille mère et de la veuve est une maison d'approvisionnement en vivres, non vivres et en médicaments, qui va aider à cette catégorie des personnes, des laissés pour compte, de s'autonomiser et de s'approvisionner. L'idée est venue de cette même catégorie des personnes dont la plupart sont les personnes du troisième âge. Et de là, on s'est dit qu'il faut intégrer les jeunes filles, qui ont été violentées, et qui sont chef de famille, et ont du mal à subvenir aux besoins de leurs enfants ». Les conditions d'adhésion pour les concernées sont : avoir la carte des membres ADEAC et être identifiée comme veuves ou filles mères.

**Beni : des poursuites annoncées contre des personnes accusées de spoliation des espaces publics.** Le maire de Beni a fait cette annonce lors de sa descente dans les sites menacés de spoliation notamment au stade public de Beni, situé au quartier Mambango, commune de Bungulu. Il a profité de cette occasion pour placer des bornes sur cet espace public. La jeunesse du quartier Mambango a salué la détermination de l'autorité urbaine.

**Rutshuru : 5 morts après l'explosion d'une bombe à Kibirizi.** Selon des sources sur place, ces victimes, tous des hommes, revenaient des champs à la recherche de la nourriture alors qu'elles ont été surprises par cette bombe.

La société civile de Kibirizi dénonce à nouveau les menaces qui guettent la population de cette zone où les Fardc s'affrontent régulièrement aux rebelles du M23 et demande qu'une enquête soit ouverte pour déterminer les responsables de cet incident. Elle ajoute qu'aucun combat n'a été enregistré depuis vendredi dernier dans la zone, bien que la situation reste tendue dans la partie Kibirizi, Bambo et aux alentours.

**Plaidoyer du CAFCO pour booster le taux de participation des femmes aux instances de prise de décisions.** L'une du cadre permanent de la femme congolaise a regretté que ses semblables qui constituent plus de 52% de la population congolaise soient représentées à moins de 30% dans les instances de prise de décisions en RDC. Cette femme a affirmé avoir fait constat surtout dans les postes nominatifs : Gouvernement, institutions internationales, entreprises et autres. Alors que les femmes congolaises ont de l'expertise dans tous les domaines de la vie.

**Dimanche 12 février.**

**Tanganyika : plus de 80 000 personnes enrôlées en deux semaines**, sur plus d'un million 400 000 attendus dans la province du Tanganyika. Les 88 659 personnes déjà enrôlées est le résultat de 136 centres d'inscription des électeurs sur 641 centres que compte la province du Tanganyika, soit 21 % ayant disponibilisé leurs résultats.

**Nord-Kivu : lancement de la campagne « Election Citoyenne » à Beni.** Avec comme slogan « un vote utile pour instaurer la bonne gouvernance », cette campagne de près d'une année consiste à amener la population à voter de manière réfléchie. Le point focal de cette activité, a expliqué que la campagne se dérouler à travers des séances de sensibilisation de toutes les couches jusqu'à l'investiture des élus du prochain scrutin. Il a également dit vouloir amener la population à avoir la maîtrise des profils et responsabilités pour chaque poste électif au niveau de la RDC. Il entend élargir cette campagne jusqu'au niveau du territoire de Beni.

**Centenaire de l'église adventiste : Felix Tshisekedi invite les adventistes à prier pour la paix et la sécurité en RDC.** Cette manifestation organisée au Palais du Peuple à l'occasion du centenaire de l'évangélisation de cette église en RDC, a connu, la présence du président mondial de l'église adventiste du septième jour, le pasteur Ted Wilson, de nationalité américaine. Ce culte a regroupé près de 5000 fidèles venus des trois zones religieuses adventistes du pays à savoir : Union Est (Lubumbashi), Nord Est (Goma) et Ouest (Kinshasa). Au fil des années, elle s'est répandue sur toutes les provinces comptant aujourd'hui 761 258 fidèles adventistes sur l'ensemble du territoire national. Grâce à son évangélisation et son vaste réseau éducatif (77 écoles maternelles, 1639 primaires, 995 secondaires et 4 universités) l'Eglise adventiste à un réel impact positif dans la vie sociale des Congolais.

**Ituri : des centaines d'enfants, victimes des atrocités, en errance dans la ville de Bunia.** C'est depuis cinq ans que ces enfants, dont des orphelins, vivent dans les rues à Bunia et leur nombre ne fait que croître à cause de la persistance de l'insécurité en Ituri. Ils passent leur journée à mendier de l'argent aux passants pour leur survie et la nuit ils se rassemblent devant certaines maisons de commerce qui leur servent d'abris. Certains se livrent à la consommation des drogues et se livrent à des actes de violence. Le conseil d'enfant de l'Ituri fustige l'indifférence des autorités de l'Etat, des parents et des ONG de protection de l'enfant sur le sort de ces enfants. Il plaide pour leur prise en charge scolaire, alimentaire et psychologique pour le changement de leur mentalité.

**Beni : la société civile demande à l'armée de traquer les ADF dans la partie ouest du territoire.** « Nous demandons que le commandement des opérations conjointes UPDF-FARDC puissent élargir, cette fois-ci, ces opérations conjointes dans les autres entités du territoire de Beni notamment la partie ouest de la route nationale numéro 4 ». Cette demande intervient quatre jours après l'attaque des ADF au village de Kongwe Pointi, ayant coûté la vie à une dizaine des civils.

**Rutshuru : le PAM achemine 26 000 tonnes d'aliments nutritifs en faveur des enfants malnutris, des femmes enceintes et allaitantes.** Le Programme alimentaire mondial a, pour la première fois en quatre mois, fourni une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale, dans le territoire de Rutshuru, où plus de 28 000 enfants malnutris, femmes enceintes et mères allaitantes ne recevaient plus une aide nutritionnelle en raison des restrictions d'accès dues à la recrudescence des violences. Cette assistance a été acheminée du 2 au 4 février. Le PAM dit avoir besoin de 627,3 millions USD en 2023 pour répondre efficacement aux besoins alimentaires et nutritionnels croissant dans le pays. En RDC on estime à 26,4 millions des personnes en situation d'insécurité alimentaire.

**Mbuji-Mayi : plus de 100 victimes de Kamwena Nsapu assistées par une fondation.** L'assistance était constituée des pagnes, des machines à coudre, des houes, des produits pharmaceutiques. Le représentant de la Fondation Andre Kadima, affirme qu'une enveloppe de plus de 70 000 USD, a été remise par le Chef de l'Etat au ministère des Affaires sociales pour organiser cette assistance. Les habitants de 36 localités ont été touchés par les exactions de Kamwena Nsapu. Pour l'instant, uniquement les habitants d'une dizaine de villages seront assistés.

**Maniema : l'ONG RHA sensibilise les jeunes sur la prévention des maladies de mains sales et d'origine hydrique.** L'ONG Rebuild Hope for Africa, qui travaille dans le Wash, eau, hygiène et assainissement a sensibilisé le 11 février, les jeunes de la communauté U-report à Kindu (Maniema) sur l'usage correct de l'eau ainsi que sur le lavage correct des mains. Il s'agissait d'outiller ces jeunes pour qu'à leur tour, ils sensibilisent la communauté sur les pratiques d'hygiènes afin d'éviter les maladies des mains sales et les maladies d'origine hydrique.

**Nord-Kivu : 7 soldats des Fardc condamnés à la peine de mort pour fuite devant l'ennemi et dissipation des munitions.** Ces militaires sont reconnus coupables pour quatre chefs d'accusation. Il s'agit de meurtre, fuite devant l'ennemi, dissipation des munitions, coups et blessures volontaires. Les détonations d'armes que portaient ces militaires pendant leur fuite de Kingi à Saké, avaient provoqué une vive panique au sein des habitants de Saké et Mubambiro, entraînant par conséquent, un déplacement massif de la population.

**Kindu : arrivée des délégations pour le Forum pour la paix au Maniema.** Depuis le 10 février, plusieurs délégations arrivent à Kindu (Maniema), en provenance de Kinshasa, d'autres provinces ainsi que de l'extérieur du pays, pour participer au Forum pour la paix, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema qui se tiendra du 14 au 15 février dans l'amphithéâtre Mapon de l'université de Kindu. Tous, ont affirmé être venus discuter sur la reconstruction de la province du Maniema.

**Mai-Ndombe : perturbation de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs au village Engombe.** Les habitants de ce village ont fui vers la forêt après la descente d'une équipe de policiers venus pour arrêter deux jeunes accusés d'avoir agressé un officier de la police judiciaire, a révélé le président de la société civile locale. D'après lui, ces policiers se sont livrés aux pillages des habitations. Il invite les autorités attirées à prendre des dispositions pour le retour de la population et exige notamment des poursuites contre les policiers qui se sont rendus coupables du pillage.

**Kwilu : la société civile sollicite une autre prolongation de l'opération de l'enrôlement des électeurs.** Depuis le début de cette opération d'identification, dans la première aire opérationnelle, la province du Kwilu a enregistré au moins 1.683.006 personnes enrôlées soit 55, 95%, sur 2.828.414 personnes attendues. Pour le président de la société civile de la ville de Bandundu, au regard de ces statistiques, l'écart est considérable entre les enrôlés et les attendus, alors que l'opération s'achève le 17 février. D'où cet appel aux responsables de la Ceni.

**Ituri : un chef local alerte sur la présence d'une bombe à Masambuko dans le territoire de Djugu.** Cette bombe se trouve dans un endroit à cheval entre des étangs d'un projet communautaire de pisciculture et le bureau chef de secteur de Walendu Tatsi au centre commercial de cette entité qui est une zone très fréquentée. Le chef coutumier dit avoir déjà alerté les services de sécurité et la Monusco, mais, ceux-ci traînent toujours à se déployer sur le terrain. Le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, demande au gouvernement d'organiser ce service pour la protection de la population au lieu de recourir chaque fois à l'équipe de déminage de la Monusco qui est basée loin de l'Ituri, à Goma et à Beni dans la province du Nord Kivu.

**Le chef de l'Etat appelle au renforcement des contrôles des assurances obligatoires.** Il a également chargé le ministre des Finances et l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances à renforcer ces contrôles. Ces deux derniers devront intensifier le programme de lutte contre l'évasion des primes d'assurance et faire rapport au chef de l'Etat sur le comportement des ministres et de leurs sous-traitants concernant le respect du code des assurances.

**Kisangani : présentation de 5 présumés malfrats devant la presse.** Parmi ces hors la loi, figure le surnommé Koba qui serait l'auteur de l'assassinat du policier Augustin Lopembe, lors d'une intervention des forces de l'ordre, en juin 2020, dans la commune de Mangobo. Parmi ces cinq présumés assassins figure également un joueur d'une équipe de football de la place. Ce dernier est poursuivi pour extorsion des biens d'autrui.

**Mbuji Mayi : remise de l'Hôpital général de Dipumba à l'Université Officielle de Mbuji Mayi.** Cet établissement devra faciliter la recherche scientifique des étudiants de la faculté de médecine de cette institution universitaire. Le représentant de la Société minière de Bakuanga (MIBA) a assuré que ce centre hospitalier devenu clinique universitaire connaîtra un avenir radieux. Il a ainsi plaidé pour la prise en compte des droits des agents et travailleurs de la MIBA par le nouvel employeur de cet établissement hospitalier. La MIBA a géré l'hôpital général de Dipumba devenu clinique universitaire depuis près de 39 ans.

**Kinshasa : une exposition photo pour présenter le travail de radios communautaires.** La ville de Kinshasa accueille, du 13 au 18 février, une exposition photo à la place des évolués, dans la commune de la Gombe, en marge de la journée mondiale de la Radio. Cette activité entend présenter le travail des journalistes de radios communautaires sur les thématiques d'intérêt public clés.

**Tommy Tambwe appelle tout le monde à contribuer pour la fin de la guerre.** Le coordonnateur du PDDRCS a lancé cet appel en marge la journée internationale de lutte contre l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés. A cette occasion, il a demandé à la communauté internationale de faire pression sur le Rwanda

pour que cesse la guerre d'agression dans le Nord-Kivu. Pour lui, la guerre occasionne la prolifération des groupes armés qui à leur tour, enrôlent des enfants.

**Lisala : les constructions anarchiques poussent près de la piste de l'aérodrome.** Des sources sur place attribuent cette situation au déplacement de plusieurs ménages vers la partie nord de la ville, fuyant la progression des têtes d'érosions. Les constructions sur ce site non aedificandi met en danger, non seulement, les habitants qui y vivent, mais également les aéronefs qui atterrissent ou décollent de cette piste.

**Enrôlement des électeurs : la population du Kwilu appelée à ne pas attendre le dernier jour.** « Qu'est ce qui va se passer le 17 février. Lorsqu'il y a des électeurs sur la file d'attente à l'heure de clôture à 17h, le président du centre d'inscription va remettre les jetons à tous les électeurs se trouvant sur la file d'attente. Et l'enrôlement va se poursuivre le jour suivant jusqu'à l'épuisement de tous ces électeurs. Il ne faut pas confondre cette opération-là n'est pas encore une prolongation », a fait savoir le secrétaire exécutif provincial de la CENI au Kwilu

**Lundi 13 février.**

**Ituri : 7 morts dans une attaque armée de la Codeco à Djugu** et plus de 200 maisons incendiées, aux villages Kokpe et Akwe, en territoire de Djugu (Ituri). Cette incursion est menée en représailles à l'attaque de la milice Zaïre, la semaine dernière, au village de Dyambu qui avait fait 11 morts et plusieurs blessés. La société civile de l'Ituri redoute que les violences des groupes armés entravent le déroulement du processus électoral en Ituri.

**Kindu : la société civile de Kibombo dénonce l'arrestation arbitraire de quelques enseignants par l'auditorat militaire.** « C'est la directrice et le préfet de l'institut Mabile qui ont écrit demandant la délocalisation des moulins qui se sont implantés au bord de trois écoles plus un centre de santé. Les poussières, les fumées et les bruits dérangent les enfants pour bien étudier. Le propriétaire de ces moulins, qui a des relations avec les autorités, a jugé utile de faire arrêter ces enseignants qui sont innocents » a indiqué le président de la société civile qui déplore cette situation et sollicite l'implication des autorités dans ce dossier.

**Nord-Kivu : reprise des combats ce lundi dans le secteur de Makombo** à Masisi à environ 10 km de Saké. L'armée pilonne depuis dimanche, plusieurs positions des rebelles. Des sources parlent d'avancées décisives de l'armée sur les positions des rebelles, dans le secteur de Kingi où les Fardc ont récupéré deux positions stratégiques jadis occupées par les rebelles à Makombo. Par contre, les rebelles maintiennent leurs positions à Rutshuru.

**UCBC : une université privée de Beni qui veut transformer les étudiants pour qu'ils transforment la société.** Le secrétaire général académique, Bora Uzima, explique la philosophie de l'Université chrétienne bilingue du Congo (UCBC). « Nous sommes une université dont l'éducation est basée sur la philosophie chrétienne. Nous sommes aussi une université bilingue. On interagit avec deux langues : le Français et l'Anglais. C'est dans le souci d'internationaliser les compétences de nos étudiants. Notre philosophie passe à travers le slogan : être transformé pour transformer. Ceux qui viennent à l'UCBC, subissent la transformation pour aller transformer aussi la société».

L'UCBC organise pas moins de 10 filières : notamment les sciences de l'information et de la communication, la théologie, Philosophie, éthique et leadership, sciences économiques et de gestion, Technologies et sciences de l'ingénieur, sciences juridiques, sciences psychologiques et Education. Les étudiants sont installés dans les meilleures conditions. Nos effectifs jouent souvent entre 400 et 600 étudiants chaque année. Ces étudiants, au-delà des cours théoriques, ont des matériels didactiques qui leur permettent de s'exercer. L'université met en place le mentorat pour permettre aux apprenants de bénéficier de l'expérience de ceux qui les ont précédés et qui réussissent dans la vie professionnelle.

**Journée mondiale de la radio : les radios du Maniema ont difficilement accès aux sources d'informations officielles (journalistes)** Ce constat émane des échanges que les journalistes exerçant dans les radios locales ont eus à Kindu, à l'occasion de la célébration, ce 13 février, de la journée mondiale de la radio.

**Kasaï-Oriental : grève des taximen motos pour dénoncer la taxe sur le parking.** Ils protestent contre l'attribution d'un jeton journalier, instaurée par la mairie de Mbuji-Mayi, pour le paiement de 1.500 FC comme taxe de la reconstruction de la province. Pour manifester leur colère, ils ont brûlé des pneus sur certaines artères.

**Kinshasa : plaidoyer pour la finition des travaux du marché moderne de Matadi Kibala.** « Par rapport aux victimes du marché Matadi Kibala dont la plupart sont des vendeurs, le plaidoyer est de terminer le projet du

marché de Matadi Kibala afin qu'ils soient mis à l'abri du danger » a fait savoir la députée Solange Masumbuko. Elle a également invité le gouvernement à disponibiliser un terrain approprié en faveur des victimes des pluies diluviennes afin d'éviter d'autres catastrophes dans les jours à venir. Plus de 120 personnes avaient trouvé la mort à la suite de la pluie qui s'était abattue le 13 décembre dernier sur la ville de Kinshasa. Des morts causés en majorité par des écroulements des murs, des éboulements de terre, des inondations et quelques-unes, par électrocution.

**Lubumbashi : fin du colloque sur la restitution à la RDC des œuvres d'art et restes humains par les musées étrangers.** L'objectif était entre autres, de favoriser le dialogue entre les scientifiques pour que l'Afrique principalement la RDC récupère son patrimoine gardé notamment dans les musées étrangers. Ce colloque international a réuni les scientifiques du Brésil, de Suisse, de Belgique, d'Angola, d'Afrique du Sud, du Sénégal et de la RDC. Certains sont intervenus par visioconférence.

**Ituri : 13 personnes tuées dans une double attaque de la Codeco à Mongwalu.** Des hommes armés ont d'abord intercepté vers 20h deux jeunes, tenanciers d'une échoppe de transfert d'argent par téléphone mobile, qui regagnaient leurs domiciles. Ils les ont criblés de balles. Quelques minutes plus tard, d'autres tirs ont été entendus à l'entrée du marché central de Mongwalu, un milieu très fréquenté. Cette-fois, des hommes armés ont ouvert le feu sur la foule. Neuf personnes ont perdu la vie. Dans leur fuite, les assaillants ont tué deux autres personnes.

**Bukavu : clôture du festival Amani sur fond de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.** « Ces trois jours ont offert à la ville de Bukavu des moments de cohésion sociale comme le voulait le festival Amani. Les gens des différents horizons et des différents profils, des jeunes, des vieux, des enfants ont trouvé un espace à eux, ils ont pu partager, malgré les intempéries ». Le festival Amani a aussi été « très bénéfique pour nous en tant que jeunes entrepreneurs. Nous avons bénéficié pour la visibilité de nos produits, il y a un plus, il y a un bénéfice ». La Monusco, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA ont parrainé le festival Amani à Bukavu.

**Stéphanie Wolters : « Beaucoup de Congolais de la diaspora s'intéressent à la politique de leur pays et veulent le changement ».** La directrice d'Okapi Consulting et chercheuse principale à l'institut des relations internationales d'Afrique du Sud salue l'initiative de la Ceni d'intégrer la diaspora congolaise dans l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs. Pour cette chercheuse, il y a une forte communauté congolaise en Afrique du Sud. « Je crois qu'il est très important que cette communauté-là ait aussi une voix dans les élections. Ce sont des gens qui suivent de très près ce qui se passe au pays, qui ont été très contents de l'alternance en 2018 et qui ont beaucoup d'espérance pour que la vie prenne une autre direction en RDC » Elle pense aussi « qu'il est très important de voir que la Ceni est capable d'étendre ses opérations à d'autres endroits, et que le pouvoir n'a pas peur de cette diaspora souvent dans l'opposition ».

**Prison centrale de Makala : 501 détenus libérés.** Ces détenus bénéficient de la libération conditionnelle du fait qu'ils étaient condamnés et qu'ils ont déjà purgé plus d'un quart de leurs peines. La ministre de la Justice a relevé que la grande difficulté dans le pays est que plus de 70 % de personnes qui sont en prison sont en détention préventive. « Pour bénéficier de la libération conditionnelle ou de la grâce présidentielle que nous allons exécuter dans les jours à venir, dans toutes les prisons, il faut obligatoirement être condamné. C'est pourquoi j'attire l'attention des cours et tribunaux mais aussi des parquets, pour que chaque organe à son niveau travaille normalement pour qu'on évite autant de détenus préventifs dans nos prisons ». Avant cette libération, la prison centrale de Makala comptait 11.032 détenus dont 3.566 condamnés et 7.473 prévenus.

**Goma : marche pacifique des étudiants pour protester contre l'immobilisme de la Force de l'EAC.** Cette marche pacifique a pour objectif, selon l'un des porte-paroles des comités des étudiants, de protester contre l'immobilisme de la Force régionale de l'EAC, face à l'agression du M23/RDF. Aucun incident n'a été enregistré.

**L'EAC fixe au 28 février la date limite du retrait du M23 des espaces qu'il occupe.** La réunion des chefs d'état-major des forces de défense de l'EAC qui s'est tenue à Nairobi le 9 février 2023, a décidé que le retrait du M23 s'échelonne sur une période de 30 jours, le jour J étant fixé au 28 février 2023. Elle a aussi décidé d'un cessez-le-feu immédiat par toutes les parties et le retrait de tous les groupes armés locaux et étrangers. Il a été clairement souligné que le dialogue doit s'engager pour que les parties belligères recherchent des solutions politiques aux conflits. Ce document retrace également un nouveau calendrier du retrait du M23 mais aussi du repositionnement de la force régionale : le Burundi va se déployer à Sake, Kirokirwe et Kitshanga ; le Kenya va se déployer à Kibumba, Rumangabo, Tongo et Kishishe ; le Soudan va se déployer à Rumangabo avec le contingent Kenyan ; l'Ouganda va se déployer à Bunagana, Kiwanja, Rutshuru et la région de Mabenga.

**Enrôlement des électeurs : CREEDA dénonce une campagne électorale précoce.** La loi sur l'identification et l'enrôlement des électeurs n'a pas prévu les modalités pratiques de cette sensibilisation des citoyens. Ce silence de la loi ouvre la voie à des pratiques qui avoisinent les activités de la campagne électorale et, cela, en violation de la loi électorale et de la décision de la Ceni portant publication du calendrier électorale. Le Centre de recherches et d'études sur l'état de droit en Afrique salue (CREEDA) la condamnation de ces pratiques de campagne électorale par le Gouvernement lors de la réunion du Conseil des ministres du 13 janvier 2023. Il fustige en même temps le silence du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) qui n'a pas interpellé et sanctionné les médias relayant les pratiques de campagnes électorales précoces. Le CREEDA recommande à la Ceni de prendre les dispositions pour interdire les actes de campagnes électorales précoces tant en dehors qu'au sein des centres d'inscription des électeurs.

**Mardi 14 février.**

**Déploiement de la Force de l'EAC : le gouvernement va analyser le document et donnera sa position, affirme Lutundula.** « Tout ce qui n'est pas dans la logique de la cessation des hostilités par le M23, de la cessation de l'agression par le Rwanda, du retrait des zones occupées par le M23 et l'armée rwandaise, du retour de nos compatriotes à leurs domiciles. Tout ce qui n'est pas dans le sens de permettre à la République d'exercer pleinement sa souveraineté, de sauvegarder son indépendance et son intégralité territoriale, nous n'accepterons pas. On va décrypter davantage le contenu de ce rapport», a prévenu Christophe Lutundula.

**Ituri : des notables mobilisent pour l'enrôlement des électeurs.** La communauté Bira salue la démarche de la Ceni, visant à impliquer les leaders communautaires dans la sensibilisation des futurs électeurs. Les membres de la communauté Alur sollicitent l'appui des médias pour encourager les habitants de l'Ituri à s'enrôler massivement.

La Ceni avait invité des leaders de différentes communautés de l'Ituri à convaincre leurs membres et les groupes armés à ne pas perturber l'opération d'enrôlement des électeurs, soutenue notamment par la Monusco.

**Kindu : ouverture ce mardi du Forum pour la paix, la cohésion et le développement du Maniema.** A l'initiative des confessions religieuses, les représentants de sept territoires de la province et la plateforme citoyenne Hewa ya Mashariki, cette rencontre envisage rétablir des relations plus constructives pour la cohésion sociale et l'unité du Maniema. Ce forum se veut apolitique et ceux qui y participent sont priés de respecter cette exigence. Placées sous le thème : « Unis par le sort d'être frères et sœurs, demeurons unis dans l'effort pour la paix, la sécurité la cohésion sociale et le développement du Maniema », ces assises qui se tiennent à l'Université de Kindu. **Salomon Kalonda : « Le Forum pour la paix, un début du processus de développement du Maniema ».** Ce conseiller politique de Moïse Katumbi, a demandé aux acteurs politiques de mettre de côté leurs différends pour l'intérêt de la population du Maniema. « Au-delà même du Maniema, le Congo a besoin de l'unité, de la paix et du développement. On va parler entre nous. Il faut qu'on se dit nos vérités, qu'on fasse le point ».

**Nord-Kivu : le début de l'opération d'enrôlement des électeurs fixé au 16 février.** Toutefois, la préoccupation demeure pour les zones sous occupation rebelles du M23 et l'armée rwandaise. La Ceni dit attendre la reprise de ces entités par l'armée avant tout déploiement de son personnel, déjà formé. L'enrôlement des déplacés se fera dans leurs milieux de refuge : « Ceux qui sont dans les camps des déplacés, ils ne vont pas attendre. Nous avons déjà pris des dispositions pour que ces gens-là soient pris en charge par l'opération d'enrôlement des électeurs ». **Mgr Sikuli appelle les catholiques du diocèse de Butembo-Beni à se faire enrôler massivement.** Dans son communiqué pastoral, ce prélat catholique précise que l'enrôlement des électeurs constitue une opération capitale et déterminante pour la suite du processus électoral en cours. Il ajoute que cette opération donne accès à la carte d'électeur qui servira à beaucoup de choses, notamment le droit de vote.

**IXe Jeux de la Francophonie : lancement de recrutement des jeunes bénévoles.** C'était lors de la signature de la convention entre l'administrateur de l'OIF, Geoffroid Montpetit et le ministre de l'Intégration régionale Didier Mazenga. Ce partenariat consiste à mettre 30 volontaires régionaux à la disposition des IXe Jeux de la Francophonie. A cette occasion, l'administrateur de l'OIF a indiqué que les jeunes occupent une place de choix dans ces jeux. Les IXe Jeux de la Francophonie se tiendront du 26 juillet au 9 août prochain à Kinshasa.

**Lubero : le parlement d'enfants plaide pour la sortie des enfants des milices.** Le président du parlement d'enfants de Butembo-Lubero, a appelé à l'implication de tous pour mettre fin au phénomène enfant soldat dans la société. Plus d'une centaine d'enfants, venus des écoles de Butembo ont participé à cette manifestation.

**Kasaï-Central : la secrétaire générale à l'EPST contre la perception de 5000 FC dans les écoles.** La secrétaire générale à l'EPST, a désapprouvé, l'arrêté du gouverneur du Kasaï-central sur la réception de 5000 FC dans les écoles pour leur construction et équipement. Cet arrêté a été déjà mis en exécution dans certaines écoles. De nombreux acteurs sont opposés à cette pratique, estimant qu'elle ne soutient pas la gratuité de l'enseignement.

**Les retraités de Lisala peinent à se déplacer à Bumba pour percevoir leurs rentes de survie.** Les agents et fonctionnaires retraités de Lisala (Mongala), en majorité de troisième âge, ne savent pas se déplacer à Bumba, situé à 156 km, pour percevoir leurs rentes de survie. En effet, Lisala n'a plus de banque sur place, depuis la fermeture de la succursale de la Banque centrale du Congo dans cette ville. Ils veulent voir la BCC revenir à Lisala.

**L'expert Jean-Louis Efoloko conseille les radios à émettre en ondes courtes.** Cet expert en développement et planification, fait savoir que les radios, émettant en ondes courtes ne coûtent pas aussi cher que les fréquences modulées. « La fréquence modulée va à 50 km tandis que les ondes courtes parcourent des milliers de km ». Entre temps, poursuit-il, les populations de l'arrière-pays sont délaissées et obligées de se tourner vers les radios étrangères qui émettent en ondes courtes.

**Uvira : environ 800 ex-combattants recensés au centre de transit du PDDRCS en 6 ans.** Le coordonnateur provincial-adjoint du Programme de Désarmement, Démobilisation et réinsertion communautaire (PDDRC-S), à Uvira, a annoncé le début de l'identification biométrique de ces ex-combattants. A travers cette identification, ces ex-combattants vont recevoir une carte de démobilisé avant d'être orientés au programme. Au cours de sa mission à Uvira, l'équipe du PDDRCS a noté les conditions minimales de viabilité du centre d'instruction de Luberizi.

**Bukavu : paralysie des activités ce mardi à la suite de la journée ville morte.** La plupart des écoles n'ont pas ouvert leurs portes. Toutes les voies qui mènent vers les postes frontaliers avec le Rwanda sont désertes. Des jeunes de la commune de Kadutu ont érigé des barricades pour empêcher tout mouvement des engins roulants. Des manifestants ont fait le tour de la ville en chantant l'hymne national de la RDC avec des chansons hostiles au Rwanda. Ils ont aussi déploré l'inaction des forces de l'EAC face aux rebelles du M23 soutenus par le Rwanda.

**Masisi : environ 15 000 familles de déplacés attendent l'aide humanitaire à Kitshanga.** Ces ménages sont devant la base de la Monusco à Kitshanga. Les notables de Sake, à 27 km de Goma (Nord-Kivu) ont autorisé, le passage des convois humanitaires sous escorte de la Monusco afin d'acheminer de l'aide en faveur des déplacés coincés sur cet axe. Ils ont donné leur accord au cours d'un dialogue social qui a permis de balayer les préjugés de la population vis à vis de la mission onusienne. Toutes les parties ont reconnu le manque d'information par rapport à l'intox véhiculé dans les réseaux sociaux sur la Monusco et qui crée la méfiance des jeunes de Saké vis-à-vis de la mission onusienne en RDC. Après avoir fait un état des lieux sur la situation humanitaire, les participants ont reconnu le besoin urgent d'intervenir pour assister les déplacés et évacuer les malades qui sont bloqués dans la zone de Kitshanga.

**Naufage d'une pirogue motorisée sur le lac Kivu : 8 corps sans vie repêchés.** Deux jours après le naufrage d'une embarcation motorisée dans un port de Bukavu, 8 corps sans vie flottant sur le lac Kivu ont été retrouvés ce mardi 14 février matin à l'endroit où l'incident s'était produit. Ces corps ont été repêchés par les services dépêchés par le gouvernement provincial et conduits à la morgue de l'hôpital général de Bukavu. Les faits s'étaient produits le 11 février aux alentours de 16h. Les passagers à bord d'une pirogue motorisée ont été pris de panique lorsqu'ils aperçurent un grand bateau s'approcher d'eux au port. Beaucoup se jettent dans le lac. Certains seront sauvés par des pêcheurs. 2 personnes étaient signalées comme portées disparues, jusqu'à la découverte macabre de ce mardi.

**Guerre dans l'Est de la RDC : le parti Nouvel élan demande à Kinshasa de se tourner vers la SADC.** Il dit ne pas comprendre le fait que le Président Félix-Antoine Tshisekedi, président en exercice de la SADC, recourt aux forces régionales de l'EAC pour combattre le M23. Il explique que l'EAC qui comprend des états agresseurs de la RDC ne pourra pas défaire le M23. Par conséquent, il demande aussi le départ de ses forces.

**Lubero : au moins 23 civils tués depuis le début de l'année à la suite des affrontements entre Mai-Mai.** « Depuis le début de l'année 2023, le bilan des attaques est de plus de 23 personnes tuées, plus de 9 femmes violées, plusieurs cas de torture et des milliers des personnes en situation de déplacement forcé, d'abandon des villages et des activités sociales dont l'éducation et la santé. Plus de 9.6700 ménages soit 58.382 personnes sont

hébergées dans des familles d'accueil, vivant dans des conditions humanitaires déplorables dans des agglomérations plus sécurisées », a détaillé Georges Muhindo Katsongo, de la société civile de Lubero.

**Pour Mgr François Abeli, « le Maniema figure parmi les provinces le moins viables du pays ».** C'était à l'ouverture cette rencontre dont les travaux en atelier aborderont des questions cruciales pour l'avenir de cette province et celui du pays tout entier. Mgr François Abeli Muhoya Muchapa a fait savoir que les questions qui seront examinées s'articulent exclusivement autour d'un dialogue franc et inclusif pour l'unité, la cohésion et le développement durable du Maniema. Lors de cette première journée, cinq thématiques ont été exposées par différents intervenants. Le professeur Nsanda Buleli a parlé sur la traite des Noirs et identification des problèmes qui rongent le Maniema. Kalema Tambwe a développé l'éveil culturel du peuple du Maniema au contact avec d'autres cultures notamment arabe et européenne. Le troisième sujet développé avait un lien avec le sous-développement du Maniema disposant pourtant des potentialités énormes. Leadership des acteurs politiques est le quatrième sujet développé. Le dernier exposé portait sur les conflits, dialogue et réconciliation.

**L'UE demande au Rwanda d'utiliser tous les moyens pour faire pression sur le M23 afin qu'il se retire des zones occupées** comme prévu dans le plan convenu entre les chefs d'état-major de l'EAC le 9 février à Nairobi. C'est ce qu'indique la déclaration du Haut représentant Josep Borrell sur la dégradation de la situation à l'Est de la RDC. L'absence de mise en œuvre des engagements et des décisions prises par les différentes parties, et la poursuite des combats particulièrement autour de Goma, aggrave une situation humanitaire désastreuse. Conformément aux processus régionaux en cours et notamment aux principes réaffirmés lors du sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) organisé à Bujumbura le 4 février 2023, l'UE exhorte à nouveau tous les groupes armés à déposer les armes, à se retirer des positions qu'ils occupent et à prendre part aux processus de désarmement, démobilisation et réintégration, l'UE condamne leurs actions violentes. « L'UE encourage le déploiement rapide de la force régionale de l'EAC et la poursuite d'un dialogue inclusif. L'UE condamne fermement les attaques répétées ciblant les civils conduits notamment par les Forces démocratiques alliées (ADF) et la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) au Nord-Kivu et en Ituri », note la déclaration.

**Mercredi 15 février.**

**Rutshuru : le M23 pille deux structures de santé et une paroisse catholique à Birambizo.** C'est pour la deuxième fois consécutive, en quelques jours, que l'hôpital général de référence de Birambizo ait été vandalisé par ces rebelles et leurs alliés. Ces assaillants ont tout emporté : matériels, médicaments, intrants, panneaux solaires, même les matelas. Les malades internés ont dû abandonner leurs lits d'hospitalisation par peur et pour ne pas d'être traumatisés davantage. En novembre dernier, ces rebelles avaient pillé deux cantines des écoles primaires Kiwanja-cité et l'EP Mokonzi, à Kiwanja, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

**Bandundu : le député Bisaka dénonce l'enrôlement de présumés assaillants dans l'armée.** Selon cet élu, ces personnes sont de présumés auteurs des violences survenues dans le territoire de Kwamouth. Il attribue cet acte à l'impunité. Le député David Bisaka appelle ainsi à l'intervention de la Monusco dans cette affaire.

**Firmin Yangambi redoute la balkanisation de la RDC, après le déploiement de la force de l'EAC au Nord-Kivu.** Le président du parti politique « Changer ce Congo » a réagit « regardez simplement la physionomie des forces étrangères qui ont pris contrôle de cette partie du territoire. Je prends l'exemple de Bunagana, Kiwandja dans le Rutshuru, ils ont été abandonnés au contrôle militaire ougandais. Or, qui connaît la genèse des régimes dans la sous-région des Grands lacs sait très bien que, le régime de Kagame est le fruit du régime de Museveni et que, c'est toujours Museveni qui a aidé Paul Kagame et le Front patriotique rwandais à l'époque, à arriver au pouvoir au Rwanda et que, c'est Museveni qui est en fait le parrain de cette entreprise expansionniste belliciste de Kagame ». Pour lui, l'Ouganda ne peut jamais empêcher Kagame d'agir sur le territoire Congolais.

**Bintou Keita salue la promulgation de la loi portant protection des pygmées.** La cheffe de la Monusco, est persuadée que cette loi ne doit pas être utilisée comme un outil de revanche mais plutôt un levier de réconciliation entre Bantous et Pygmées. Elle a salué à ce sujet, la tenue prochaine de conférence des gouverneurs dans le Tanganyika où la mise en œuvre de cette loi va envoyer un signal fort aux communautés. Concernant les droits politiques, Bintou Keita a plaidé pour que les élections de 2023 offrent une opportunité de favoriser la participation des peuples autochtones comme électeurs, candidats, observateurs, témoins ou éducateurs civiques.

**Nord-Kivu : la société civile s'oppose à l'enrôlement des déplacés de guerre.** Ces personnes sont, pour l'instant, installées dans les sites d'hébergement à Goma, à Kanyaruchinya, à Kahembe, à Don Bosco et autres sites tout autour du chef-lieu du Nord-Kivu. Dans un communiqué de presse conjoint publié ce lundi, les

responsables de ces structures exigent à la Ceni de sursoir les opérations d'enrôlement des déplacés dans ces sites. Ils ont souhaité que ces personnes soient enrôlées après la reprise de leurs localités respectives par l'armée et ils ont exprimé la crainte de perdre quelques circonscriptions électorales dans ces territoires.

**L'OIF débloque 170 000 USD pour appuyer la recherche académique en RDC.** C'est dans ce cadre que l'administrateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie et le recteur de l'Unikin ont signé un protocole d'accord, à Kinshasa. Tout en se réjouissant de cet accord de subvention, le recteur de l'Unikin, rappelle que l'OIF accompagne son établissement dans plusieurs thématiques comme celle de la lutte anti microbienne.

**Beni : la Monusco dote la police nationale et l'auditorat militaire de 3 containers.** Ce don s'inscrit dans le cadre du Programme conjoint d'appui à la réforme de la justice, initié par la Monusco et appuyé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ces containers aménagés d'une longueur de 12 m et d'une largeur 3 m chacun vont servir de bureaux de travail. Pour commandant du commissariat territorial de Beni a reconnu que la mission onusienne est comptée parmi leurs partenaires incontournables.

**Bunia : des matières fécales de la prison centrale indisposent les populations environnantes.** Cette pollution de l'environnement est dangereuse pour la santé humaine. Elle peut être à l'origine des maladies hydriques, comme le choléra, la diarrhée, la fièvre typhoïde. D'une capacité de 200 détenus, cette prison en héberge plus de 2700.

**Beni : la société civile appelle la population à s'enrôler massivement.** Le président de la société civile a lancé cette invitation, la veille du début de l'opération d'enrôlement des électeurs au Nord-Kivu, 3<sup>ème</sup> aire opérationnelle de la Ceni. Il a également appelé les déplacés de Beni de revenir pour remplir leur devoir civique « parce que, après ça, nous allons nous réunir avec la population du territoire et définir à qui on peut octroyer notre voix ».

**Nord-Kivu : conditions humanitaires difficiles pour les déplacés de Masisi et Rutshuru.** Ces personnes ont fui leurs milieux de vie à la suite des combats entre les Fardc et les rebelles du M23. Pour certains, ils y sont depuis plus d'un mois pendant que d'autres continuent à arriver en fonction des menaces de combats qui pèsent sur leurs villages. A Saké par exemple, ces déplacés manquent d'abri et de toute forme d'assistance. Certains d'entre eux sont obligés de faire de porte à porte pour demander de quoi manger auprès des populations locales qui n'ont rien elles aussi. Hormis cette situation, plusieurs populations dans la région ainsi que les déplacés vivent dans la peur à cause des combats et bombardements qui ne sont pas loin d'eux.

**Walendu Bindi : la FRPI promet de faciliter l'opération d'enrôlement des électeurs,** puisqu'elle est signataire de l'accord de Nairobi. Comme pour le processus électoral précédent, ce groupe armé manifeste son engagement à accompagner le gouvernement pour la réussite de ces opérations. L'Union des Associations Culturelles et de Développement de l'Ituri (UNADI), structure regroupant 21 communautés de l'Ituri, appelle quant à elle, à une mobilisation de la population pour la réussite de ces opérations afin d'avoir plusieurs représentants aux institutions de la République.

**Enrôlement des électeurs : la Ceni confirme le début de l'opération ce jeudi au Sud-Kivu.** « Tout est fin prêt pour lancer cette opération d'enrôlement dans la province du Sud-Kivu. Les matériels sont déployés dans les sites d'enrôlement de la province et ceci, grâce à l'appui logistique de la Monusco ». Le rapporteur-adjoint de la Centrale électorale a assuré que ce jeudi les bureaux de la Ceni s'ouvrent à partir de 7 h pour recevoir les requérants qui viendront récupérer leurs cartes d'électeurs. L'enrôlement va durer 30 jours.

**Lualaba : le Conseil provincial de la jeunesse mobilise les jeunes pour l'enrôlement des électeurs.** Le président du Conseil provincial de la jeunesse du Lualaba, a rappelés les avantages de l'obtention d'une carte d'électeur dont celui de valoir leurs droits civiques lors des élections à venir. Pour lui les jeunes doivent s'impliquer aussi dans ce processus en tant que candidats aux différents postes électifs et doivent se faire aussi identifier pour obtenir la carte d'identité qui est nécessaire dans les différentes transactions.

**Enrôlement des électeurs : « Un besoin que chacun de nous doit s'exécuter », estime le député Amisi.** Le député national a invité ses interlocuteurs à fournir des efforts pour avoir leurs cartes d'électeur qui sert également de carte d'identité. Il a rassuré ses électeurs du transport pour ceux qui seront plus loin du centre pour qu'ils s'enrôlent.

**Kalemie : ouverture de la 1<sup>ère</sup> Foire d'exposition et vente de produits des adolescents vulnérables.** Il s'agit des enfants ayant été formés en divers métiers dans des coopératives sous le financement de la l'Unicef tels que la coupe et couture, la menuiserie, la peinture, la décoration, la pâtisserie, la maçonnerie, la culture vivrière et maraichère, le séchage et fumage des poissons. Parmi les produits exposés, il y a des habits que ces enfants ont cousu, des boubous Bazin, des paniers qu'ils ont fabriqués, des pains, des beignets, des lits en bois, des portes, des chaises, des dessins et tant d'autres. Le but de cette foire est de faire découvrir au public les œuvres de ces enfants.

L'Unicef a par ailleurs demandé au public d'acheter ces produits en vue d'encourager ces enfants.

**Bandundu : plusieurs quartiers privés d'électricité.** Cette coupure d'électricité a occasionné automatiquement la pénurie d'eau de la Regideso dans ces quartiers. Le directeur provincial de la Société nationale d'électricité, qui dessert cette ville, rassure que les équipes sont à pied d'œuvre pour résoudre le problème. Il fait remarquer qu'il s'agit d'un transformateur qui est tombé en panne au niveau de la sous station Aviation, se trouvant à côté de la Banque centrale. D'après lui, la situation sera décaantée dans un bref délai.

**Sud-Kivu : échange de coups de feu à la frontière avec le Rwanda ce mercredi matin.** Il s'agissait, selon le gouvernement provincial, d'une altercation entre un groupe de bandits et les forces de sécurité dans un quartier proche de la frontière. S'en est suivi l'échange de tirs entre les criminels et les forces de défense et sécurité. Le bilan est d'un bandit tué et un autre grièvement blessé. Une situation qui n'a rien à avoir avec les accusations de l'armée rwandaise sur les Fardc. Le Rwanda a indiqué, dans un communiqué publié le matin, que les Fardc estimées à environ une section (12 à 14 soldats) sont entrées dans la zone neutre, limitrophe du district de Rusizi et ont ouvert le feu sur le poste frontalier. Les forces de sécurité rwandaises ont riposté et les Fardc se sont retirés. Ces allégations sont rejetées dans le communiqué publié ce mercredi par le gouvernement provincial du Sud-Kivu.

**Sud-Kivu : reprise des activités à Uvira et Baraka, après la ville morte,** organisée mardi 14 février sur toute l'étendue de la province du Sud-Kivu. La population civile de ces deux villes a répondu à l'appel des structures de la société civile pour demander l'offensive de la force de l'EAC contre le M23 soutenu par le Rwanda au Nord-Kivu. Ces activités ont repris progressivement tôt ce matin alors que mardi, vers 15h, peu de commerces étaient ouverts dans les villes d'Uvira et de Baraka. Le trafic routier, lui, a complètement repris ce mercredi entre Uvira et Baraka sur la RN5.

